

MACRON-LE PEN : LES DEUX FRANCE

Pour la première fois sous la V^e République, les deux grands partis, PS et LR, sont éliminés au premier tour

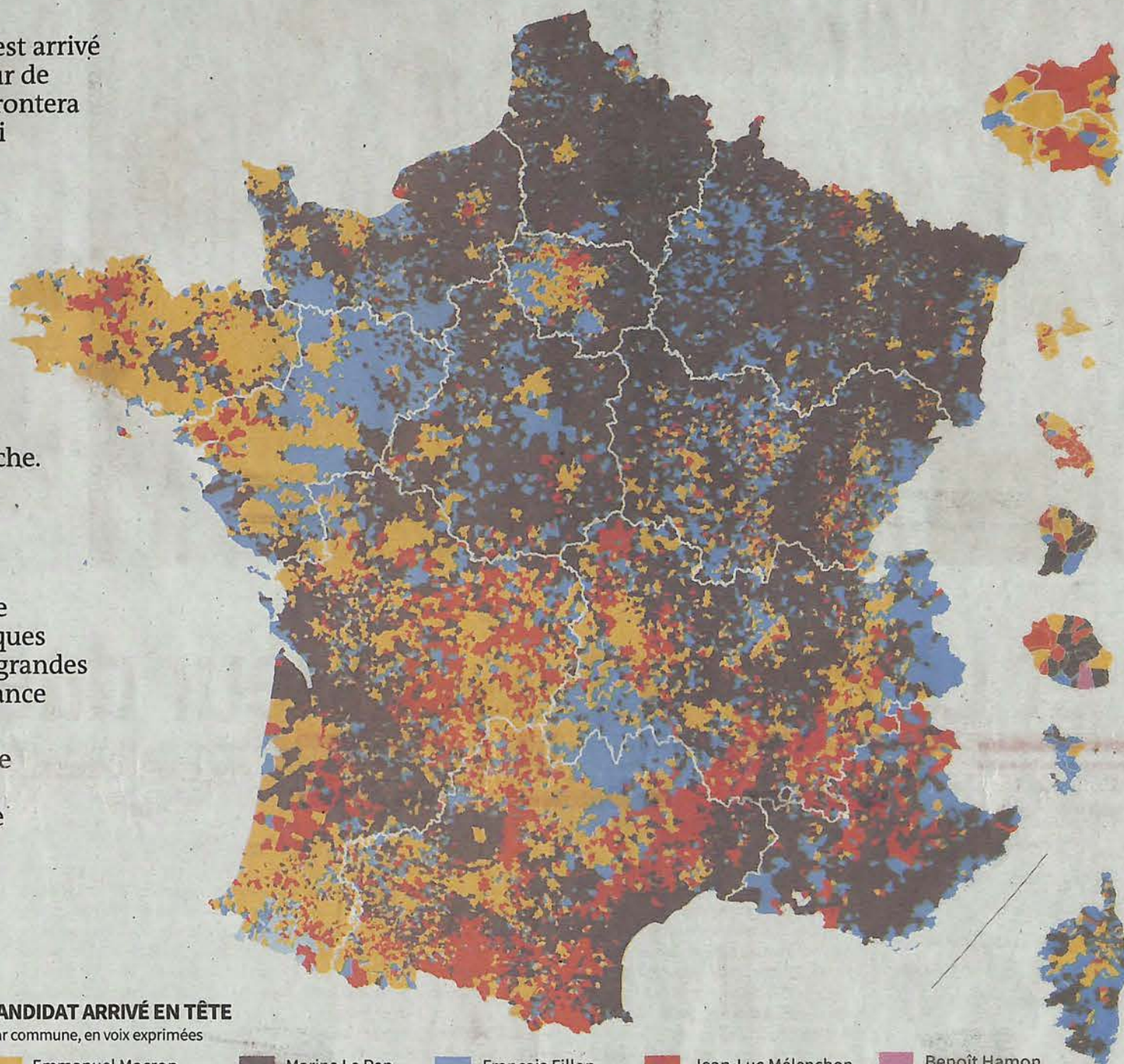
► Emmanuel Macron est arrivé en tête du premier tour de la présidentielle et affrontera Marine Le Pen, le 7 mai

► L'élimination de François Fillon et de Benoît Hamon augure de vives tensions au sein de LR et du PS

► Face au FN, le front républicain se fissure, à droite comme à gauche. Jean-Luc Mélenchon a refusé de donner une consigne de vote

► L'élection bouleverse les fondements politiques du pays et oppose les grandes villes au reste de la France

► Récit de la fulgurante ascension de Macron et décryptage du score historique de Le Pen



CANDIDAT ARRIVÉ EN TÊTE

Par commune, en voix exprimées

- Emmanuel Macron
- Marine Le Pen
- François Fillon
- Jean-Luc Mélenchon
- Benoît Hamon
- Nicolas Dupont-Aignan
- Jean Lassalle
- Philippe Poutou
- François Asselineau

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR INFOGRAPHIE LE MONDE



ÉDITORIAL

LES RISQUES D'UNE EXPLOSION

par JÉRÔME FENOGLIO

Le bouleversement du paysage politique provoqué par le premier tour de la présidentielle, ce dimanche 23 avril, allie deux caractéristiques d'apparence contradictoire : à la fois prévisible et radical, attendu et néanmoins surprenant. Il était prévisible parce que les instituts de sondages, irréprochables tout au long de cette campagne, avaient annoncé la physionomie du second tour depuis plusieurs semaines. Dans le cas d'Emmanuel Macron, cette perspective est récente, elle a grandi à chacun des nombreux coups de théâtre de cette période, dont le candidat a su profiter avec talent. Pour ce qui est de Marine Le Pen, les choses se dessinent depuis plus longtemps. La vie politique française se structure depuis plus de deux ans autour de cette certitude que la présidente du FN occuperait l'une des deux places convoitées, et que tous les autres devraient se battre pour la seconde. C'est arrivé, comme prévu, malgré une mauvaise campagne de la candidate FN, et un score en retrait par rapport aux différentes élections depuis 2012. Mais il ne faudrait surtout pas que la banalisation de ce résultat relativise la gravité de la blessure infligée à la nation. Pour la première fois, le FN vient de dépasser les 20% de voix à une élection présidentielle.

LIRE LA SUITE PAGE 28

PAGES 2 À 17



Une date historique

Comment mesurer l'ampleur du choc politique du premier tour

PASCAL ORY « Une date historique dans la V^e République »

DOMINIQUE REYNIÉ « Macron est seul »

LAETITIA STRAUCH-BONART « Il ne faut pas surestimer l'ampleur de cette rupture »

FLORENT GOUGOU « Au FN, ce 23 avril n'est pas le 21 avril 2002 »

MARC DUGAIN « Un pays proche de la désintégration »

DÉBATS - PAGES 26-27

LE REGARD DE PLANTU

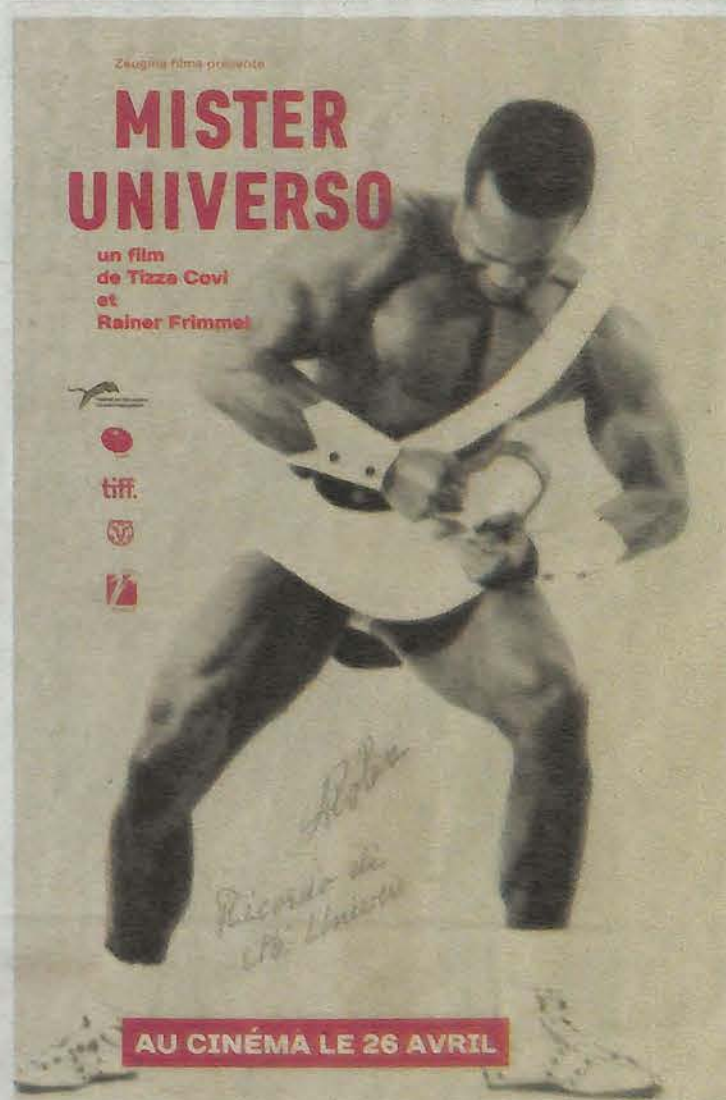


LES RÉSULTATS OFFICIELS

- Emmanuel Macron : 23,86 %
- Marine Le Pen : 21,43 %
- François Fillon : 19,94 %
- Jean-Luc Mélenchon : 19,62 %
- Benoît Hamon : 6,35 %
- Nicolas Dupont-Aignan : 4,73 %
- Jean Lassalle : 1,21 %
- Philippe Poutou : 1,10 %
- François Asselineau : 0,92 %
- Nathalie Arthaud : 0,65 %
- Jacques Cheminade : 0,18 %

Syrie
Le patron de LafargeHolcim écarté
PAGE 22

Allemagne
Un tandem pour relancer l'AfD
PAGE 19



UK price £ 2,40





Des partisans de Marine Le Pen à Hénin-Beaumont, dimanche soir.
LAURENCE GÉAT POUR LE MONDE



Macron et Le Pen imposent leur duel

Les deux grandes forces de gouvernement, PS et LR, sont absentes du second tour. Un séisme politique

Au regard d'une campagne à nulle autre pareille, où l'extravagant est devenu l'ordinaire, le dénouement semblerait presque manquer un peu d'imagination. Les électeurs, qui avaient le dernier mot, n'ont pas cédé à la tentation de l'ultime coup de théâtre, celui de faire mentir les sondages. Les deux candidats en tête des intentions de vote depuis plusieurs semaines se sont qualifiés pour le second tour.

Mais on aurait tort de ne voir dans la victoire d'Emmanuel Macron (23,9 %) et de Marine Le Pen (21,4 %), devant François Fillon (19,9 %) et Jean-Luc Mélenchon (19,6 %), que la banale confirmation de la tendance de ces dernières semaines. Il s'agit d'un bouleversement profond du paysage politique français. Même si elle n'a pas la saveur particulière de l'inattendu, cette soirée électorale marquera durablement l'histoire de la V^e République, avec l'élimination des deux grandes forces de gouvernement, la confirmation de l'implantation durable du Front national et l'émergence d'une

Le candidat arrivé en tête est celui qui a assumé le plus son côté proeuropéen

nouvelle force politique personnifiée par Emmanuel Macron, désormais favori du second tour.

L'accélération du temps médiatique ferait ainsi presque oublier que, s'il s'est imposé comme l'une des principales figures de la vie publique de notre pays, le candidat sorti en tête des urnes était un quasi-inconnu il y a encore trois ans. En septembre dernier, les observateurs les plus avisés lui prédisaient un score à un chiffre, indexé sur ce que représenterait le libéralisme en France. En janvier, les mêmes spéculaient sur l'éclatement de la bulle Macron qui devait intervenir à tout moment. Trop flou, trop attrape-tout, la posture du candidat d'En marche! semblait reposer sur un équilibre précaire voué à se rompre.

Force est de constater qu'il a déjoué les pronostics. Il n'a pas levé toutes les incertitudes – loin de là – sur son positionnement politique, mais il a su incarner pour une partie de l'électorat de gauche, du centre et de la droite, une alternative crédible aux deux partis de gouvernement traditionnels, se nourrissant de l'un et de l'autre, pour finalement les dépasser.

Dans une élection marquée par le nombre élevé de candidats eurosceptiques – voire europhobes –, il faut également noter que le candidat arrivé en tête est celui qui a assumé le plus son côté proeuropéen. Cette orientation sera à coup sûr l'une des clés du second tour. Il incarnera le camp des républicains favorables à la construction européenne face à une extrême droite qui veut sortir de l'Union européenne et de l'euro.

Car c'est là l'autre fait majeur de la soirée. Il se résume en deux informations, qui ne sont plus antinomiques: Marine Le Pen est au second tour et cela ne constitue pas une surprise. Ses adversaires auraient tort de se réjouir de la voir chuter à la deuxième place, après

avoir longtemps été donnée en tête dans les intentions de vote. Le score de la candidate du FN, même moins haut qu'attendu, est une victoire de plus pour l'extrême droite française. Pour la première fois, elle franchit la barre des 20 % au premier tour d'une présidentielle. Elle réalise également son record en termes de voix, avec plus de 7,6 millions d'électeurs.

La droite en état de choc

Signe que sa présence est désormais admise par tous, sa qualification au second tour n'a pas provoqué dimanche soir de mouvement citoyen significatif dans le pays comme ce fut le cas en 2002 contre son père. Autre symbole de taille: plusieurs voix manquent à l'appel pour faire barrage au FN, et pas des moindres. Jean-Luc Mélenchon a rompu avec la tradition républicaine à gauche qui impose d'appeler à voter contre l'extrême droite, presque par réflexe. Le candidat de La France insoumise a préféré renvoyer cette décision à une consultation de ses militants.

A droite, si le candidat Fillon n'a pas manqué à son devoir en appelant à voter Macron, tout comme François Baroin ou Alain Juppé, plusieurs responsables sont sur une autre position, comme Laurent Wauquiez, qui s'est contenté de dire qu'il ne voterait pas FN.

Le jeu de rôle autour des consignes de vote était d'ailleurs assez révélateur dimanche soir de l'affrontement qui s'annonce à droite. Grand perdant de cette élection, le parti Les Républicains se réveille lundi en état de choc. Jamais depuis 1958, la droite n'avait été absente du second tour. Certes, la défaite est avant tout celle d'un homme, François Fillon. Sa mise en examen dans l'affaire des emplois fictifs présumés de sa femme et les révélations sur son train de vie ont considérablement affaibli la droite. Son obstination à maintenir une candidature irrémédiablement abimée a fait le reste.

Mais les Républicains ne peuvent céder pour l'instant à la tenta-

tion du règlement de compte généralisé. La proximité des législatives oblige les responsables politiques à mettre leurs divergences de côté. La question de la ligne politique sera remise à plus tard. Il n'empêche, la faillite morale de François Fillon ne saurait dissimuler totalement la crise qui couve à droite, entre les tenants des deux grandes stratégies antagonistes.

D'un côté, il y a ceux qui veulent aller au bout de la logique de la ligne «Sarkozy-Fillon», à droite toute, en alliant un conservatisme assumé sur les valeurs et un libéralisme décomplexé en matière d'économie. De l'autre, nombreux sont ceux qui rappellent que la droite n'est jamais aussi forte que quand elle est ouverte, et qu'elle a toujours gagné en conciliant un discours en direction de l'électorat populaire tenté par le FN et une ligne idéologique compatible avec le centre.

Pour mal en point qu'elle soit, la droite semble tout de même en excellente forme si l'on compare avec le PS. Pour les socialistes, il ne s'agit pas d'une surprise tant ils avaient fait leur deuil de cette élection. Mais l'ampleur de la défaite de Benoît Hamon (6,3 %) assombrit encore davantage un tableau déjà peu réjouissant. La gauche sociale-démocrate subit une défaite similaire à celle qu'elle a vécue dans d'autres pays européens. Elle est dépassée par une offre sociale-libérale qu'elle a couvée en son sein et par une gauche radicale qui se nourrit de ses défaites.

Drainé de toutes parts, le Parti socialiste doit désormais espérer

un rebond aux élections législatives dont on ne voit pas bien pour l'instant quel en serait le ressort, sinon une capacité des candidats sur le terrain à résister localement à la tendance nationale au «dégagement», pour reprendre l'expression de Jean-Luc Mélenchon.

Ce dernier a d'ailleurs montré, dans un discours désarticulé, qu'il avait du mal à accepter que ses concepts finissent par s'appliquer à lui. Arrivé en quatrième position malgré une belle percée électorale, le candidat de La France insoumise a paru incrédule face au verdict des urnes, comme s'il s'était vu au second tour. Il devra ravalier rapidement sa déception s'il veut convertir l'essai aux législatives. Car sa victoire sur le PS ne doit pas masquer cette réalité: avec moins de 30 % en cumulé, les formations de gauche n'ont jamais été aussi faibles au sortir du premier tour d'une présidentielle. La campagne des législatives permettra de répondre à cette double interrogation: le rapport de force au sein de la gauche est-il durablement inversé? La gauche éparpillée est-elle durablement marginalisée?

Paradoxalement, le candidat qui s'est, dès dimanche soir, le plus focalisé sur le «troisième tour», est Emmanuel Macron. Devant ses partisans rassemblés porte de Versailles, le candidat d'En marche! s'est projeté dans la composition de sa future majorité, donnant le sentiment que le deuxième tour n'est, après tout, qu'une formalité.

A peine a-t-il adressé un message aux électeurs qui n'avaient pas voté pour lui au premier tour, au milieu d'une longue litanie de remerciements à ses troupes. Pourtant, le candidat serait mal inspiré de se sentir grisé par une qualification qui n'a rien d'un triomphe. Le niveau historique atteint par le Front national, les réserves de voix dont il dispose et l'incertitude sur le niveau de mobilisation des électeurs des candidats éliminés au second tour devraient inciter à la prudence. ■

NICOLAS CHAPUIS

RÉSULTATS DES CANDIDATS AU PREMIER TOUR

SCORE NATIONAL, EN % DES SUFRAGES EXPRIMÉS ET EN NOMBRE DE VOIX



SOURCE: MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, RÉSULTATS PROVISOIRES CALCULÉS SUR LA BASE DE 97 % DES INSCRITS REÇUS

INFOGRAPHIE LE MONDE

Avec moins de 30% en cumulé, les formations de gauche n'ont jamais été aussi faibles au sortir du premier tour



Les supporters d'Emmanuel Macron, porte de Versailles, à Paris, dimanche soir.
JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/
FRENCH POLITICS POUR LE MONDE

La France traversée par une double fracture

Deux pays se font face, entre la ruralité qui a voté massivement pour Marine Le Pen et les villes qui ont plébiscité Emmanuel Macron

ANALYSE

Rarement la fracture entre les deux France sera apparue aussi clairement sur la carte électorale. Une double fracture même. Entre la France rurale et la France urbaine, d'une part. Entre l'est et l'ouest, d'autre part.

Il était 22h33 lorsque, au ministère de l'intérieur, les scores de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron se sont rejoints, à 23,1 % des suffrages exprimés chacun, sur 33 millions d'électeurs inscrits. Jusque-là, la candidate du Front national avait fait la course en tête, alors que remontaient d'abord les résultats des petites communes. Au tout début de la soirée électorale, elle devançait son principal rival de plus de 4 points. Puis, au fur et à mesure que parvenaient les résultats de villes de plus grande importance, les écarts se sont resserrés, jusqu'au point de basculement. A partir de là, avec les votes des grandes villes, le candidat d'En marche! a fait la différence pour terminer avec près de 2,5 points d'avance.

Le résultat le plus significatif est bien sûr celui de Paris, qui n'a jamais été aussi éloigné du reste de la France. Dans la capitale, Emmanuel Macron recueille 34,83 % des suffrages (11 points au-dessus de son score national) et Marine Le Pen ne parvient pas à franchir le seuil des 5 %, avec 4,99 % des suffrages (16,5 points en dessous de sa moyenne nationale).

Les exemples abondent, témoignant de l'écart considérable entre le vote urbain et le vote rural ou périurbain en faveur de la candidate d'extrême droite. Ainsi, si elle réunit 16,26 % des suffrages dans le Rhône, son score descend à 8,86 % à Lyon. En Haute-Garonne, elle obtient 16,71 %, mais 9,37 % à Toulouse. A Bordeaux, elle recueille 7,39 % mais son score sur la Gironde monte à 18,26 %. Même chose entre son ré-

Une France qui se sent éloignée des centres de décision, qui vit mal le déclin de ses activités, la raréfaction de l'emploi

sultat à Rennes (6,70 %) et celui de l'Ille-et-Vilaine (14,12 %).

Le contraste est encore plus frappant dans des départements où elle arrive en tête, comme le Bas-Rhin, avec 24,89 % des suffrages mais seulement 12,17 % à Strasbourg, dans l'Hérault, avec 25,70 % des voix mais 13,32 % à Montpellier, ou dans le Nord, où la députée européenne recueille 28,22 % des suffrages mais doit se contenter de 13,83 % à Lille.

Ecart grandissant

Ainsi se confirme une tendance qui ne cesse de s'accroître. Depuis 1995, les 588 villes de plus de 150 000 habitants, qui représentent près de 37 % du corps électoral, votent moins FN que la France entière. Ce qui n'a pas toujours été le cas : davantage urbain en 1988, le vote FN est progressivement devenu plus rural et périurbain. Lors de la dernière élection présidentielle, en 2012, la présidente du parti d'extrême droite avait obtenu 17,90 % des voix sur la France entière, 15,73 % dans les 573 villes dont la population était comprise entre 15 000 et 150 000 habitants, et 11,05 % dans les 15 plus grandes villes. Cet écart va encore s'accroître. Il est riche d'enseignements sur cette France qui se sent éloignée des centres de décision, qui vit douloureusement le déclin de ses activités, la raréfaction de l'emploi et la dégradation des services publics.

L'autre fracture, c'est la fracture

géographique. Au premier tour de scrutin, Marine Le Pen arrive en tête dans 47 départements, Emmanuel Macron dans 42 départements, tandis que François Fillon et Jean-Luc Mélenchon arrivent tous deux en tête dans 6 départements, dont un d'outre-mer (Mayotte) pour le candidat de la droite et trois (Martinique, Guyane, Réunion) pour celui de La France insoumise.

En métropole, M. Mélenchon arrive en tête en Seine-Saint-Denis (34,03 %), en Ariège (26,74 %) et en Dordogne (22,97 %). M. Fillon, quant à lui, obtient son meilleur score dans les Hauts-de-Seine (29,14 %), où il est néanmoins devancé par M. Macron, et arrive en tête dans son fief de la Sarthe (28,61 %), dans la Mayenne (27,06 %), en Haute-Savoie (25,41 %), dans l'Orne (24,74 %) et dans la Lozère (22,82 %).

Le reste se partage donc entre M^{me} Le Pen et M. Macron. Tout le nord-est de la France, de la Seine-Maritime à l'Ain, est remporté par la candidate du FN, à l'exception de l'Île-de-France et de la Côte-d'Or, remportés par le candidat d'En marche!. Elle est également en tête dans l'ensemble du pourtour méditerranéen depuis les Pyrénées-Orientales jusqu'aux Alpes-Maritimes en remontant jusqu'à l'Ardèche et la Drôme, y compris dans les deux départements de la Corse et avec une excoissance incluant le Tarn, Tarn-et-Garonne et Lot-et-Garonne. Elle obtient plus de 30 % des suffrages dans 13 départements et réalise son meilleur score dans l'Aisne avec 35,67 %.

Tout le flanc ouest de l'Hexagone ainsi que le Rhône, l'Isère, la Savoie et les Hautes-Alpes placent M. Macron en tête. Celui-ci franchit la barre des 30 % dans 5 départements, obtenant son meilleur score à Paris avec 34,83 %.

Deux France se font face, qui n'ont jamais paru aussi éloignées l'une de l'autre. ■

PATRICK ROGER



CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Les nouveaux clivages

Douze ans que le malaise planait sur la France : en 2005, le peuple avait dit non au référendum sur le traité constitutionnel européen et les dirigeants se comportaient comme si cette consultation n'avait pas eu lieu. Ils étaient de gauche ou de droite, peu importe ; tout continuait comme avant jusqu'à ce 23 avril 2017 où une révolution silencieuse s'est produite dans les urnes.

Les électeurs ont décidé de balayer les deux grands partis de gouvernement, celui de gauche bien plus sévèrement que celui de droite mais pour un même résultat : la prime est allée aux deux candidats qui avaient diagnostiqué l'épuisement du système politique, remis en cause la pertinence de l'opposition classique entre la gauche et la droite et théorisé la primauté d'un nouveau clivage mis au jour lors des consultations sur l'Europe.

Pour Marine Le Pen, il s'agit de la lutte entre « les européistes et les patriotes », pour Emmanuel Macron, de l'affrontement entre « les progressistes et les conservateurs ».

Derrière ce nouveau clivage, un enjeu de taille : la recomposition politique qui va de pair avec la reconquête du peuple. Car si la gauche et la droite ont fini par se disqualifier, malgré une primaire censée les remettre en selle, c'est parce qu'elles ont été incapables

de mobiliser les catégories populaires qui se sentent les laissés-pour-compte de la mondialisation et les oubliés du système.

Le double échec d'un quinquennat de droite suivi d'un quinquennat de gauche, sur fond de crise mondiale mal maîtrisée, a contribué à attiser l'opposition entre « la France ouverte » et « la France fermée », celle qui trouve son compte dans la mondialisation et l'autre qui l'abhorre, celle qui pense que son salut passe par l'Europe et l'autre qui le conteste vigoureusement. La France des villes contre celle des campagnes, la France des heureux contre celle des malheureux.

Vider la querelle européenne

D'où le « déagisme » ambiant – peuple contre élite – que Jean-Luc Mélenchon a également bien perçu mais en lui proposant un débouché politique – la VI^e République – qui s'est révélé moins convaincant. Dès dimanche soir, c'est bien le peuple qu'Emmanuel Macron et Marine Le Pen se sont disputé, à coups de drapeaux bleu-blanc-rouge, de promesses de renouvellement politique et d'apels patriotiques.

Mais la vraie bataille aura lieu le mercredi 3 mai, lors du débat télévisé, devant des millions de téléspectateurs. Il opposera un non-élu de 39 ans qui a pris un risque en osant clamer sa foi dans l'Europe

et le libéralisme et une conquérante de 48 ans qui a depuis six ans façonné le Front national à sa main, au prix d'un quasi-parricide. Puis les urnes parleront, un nouveau président ou une présidente sera élu(e).

On ne pourra plus dire alors que le peuple a été trahi, comme en 2005. La querelle européenne aura été vidée, qui est tout sauf simpliste, puisque les Français sont à la fois très critiques et très attachés à l'euro. De même, le débat sur la mondialisation aura été tranché, lui qui a été constamment éludé pour cause d'incompatibilité présumée avec le modèle français. Là réside l'intérêt d'avoir fait de la thématique européenne la principale ligne de démarcation entre les candidats, avec cependant un danger, celui de la voir supplanter toutes les autres et du coup émousser les réflexes supposés acquis contre l'extrême droite.

Jusqu'à présent, faire barrage à l'extrême droite était considéré comme normal à gauche. Pourtant, dimanche soir, M. Mélenchon a refusé de donner une consigne de vote, s'évitant de trancher entre M^{me} Le Pen, dont il partage la critique de la construction européenne, et M. Macron, dont il rejette le libéralisme. Lui aussi a théorisé le dépassement du clivage gauche-droite et par là même la fin des garde-fous. ■

MICHELE RAY-GAVRAS PRÉSENTE

“ POÉTIQUE ET COMBATIF ” L'OBS
“ THRILLER AU HAMMAM. NOTRE COUP DE CŒUR ! ” LE POINT
“ HIAM ABBASS INCANDESCENTE ” CAUSETTE

A MON ÂGE JE ME CACHE ENCORE POUR FUMER

في عمري ماراكتي تختبأ باش تنكيش

et avec la participation de BIYOUNA dans le rôle de Aicha

Un film écrit et réalisé par RAYHANA

LE 26 AVRIL

arte L'Obs Causefette

Macron, l'homme qui se voyait président

Pendant des mois, l'ancien conseiller de François Hollande a tracé sa route en cachant son jeu. Depuis son départ du ministère de l'économie, fin août 2016, il a su s'affranchir de son mentor

RÉCIT

J'ai le sentiment qu'on continuera à entendre parler de toi.» Ce 31 août 2016, Emmanuel Macron quitte le ministère de l'économie, où il vient de passer deux ans. Au septième étage de l'hôtel des ministres, Michel Sapin rend hommage au jeune démissionnaire, dans un discours aigre-doux, ponctué de sous-entendus. «Je souhaite que la bonne chance pour toi soit une bonne chance pour nous tous», lance le ministre des finances, dans le salon Michel-Debré plein à craquer. «La responsabilité, j'espère qu'elle restera toujours dans ta tête et dans ton cœur», ajoute l'ami de toujours de François Hollande.

En voyant partir la berline sombre de son ambitieux cadet, Michel Sapin devine-t-il où s'achèvera cette ascension? Dans les couloirs du Parti socialiste, dans ceux du gouvernement, personne ne croit alors au pari de l'ancienne star de la banque Rothschild. «Il joue à retenez-moi ou je fais un malheur», explique le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Il n'a pas d'espace pour y aller seul. Macron? Une bulle!, assènent en chœur les ténors du vieux parti d'Épinay, persuadés que le président sortant sera candidat à sa propre succession.

Prisonnier de son logiciel politique, François Hollande ne croit pas non plus que le fondateur d'En marche!, qui lui a présenté son parti – créé le 6 avril 2016 à Amiens – comme un simple «mouvement de jeunesse», puisse aller très loin. «Ça va être un feu de paille», glisse-t-il à ses proches. Longtemps dans le déni, incapable de deviner la trahison de son ancien conseiller, le chef de l'État a néanmoins compris que la rupture était consommée et que le «petit Emmanuel», comme le surnomme Daniel Cohn-Bendit, sera candidat à l'élection présidentielle. «Il m'a trahi avec méthode», lance-t-il sèchement devant ses proches le soir de la démission de son ex-protégé.

«Je me suis fait avoir»

Emmanuel Macron, qui se prépare depuis des mois, a habilement caché son jeu. Dès août 2015, lors d'un dîner estival, il a confié à des proches son intention de se présenter en 2017. La citadelle vitrée de Bercy sera à la fois son tremplin et un poste d'observation incomparable. Nommé à la rentrée 2014, le jeune ministre de l'économie y multiplie les dîners, étoffe ses réseaux, y compris people. Il observe aussi l'état de décomposition du quinquennat et de la gauche. Et comprend que le président ne sera pas en mesure de se représenter. «Tu verras,



Au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, dimanche 23 avril. J.-C. COUTAUSSE/FRENCH POLITICS POUR «LE MONDE»

Hollande ne sera pas candidat, assure-t-il dès mars 2016 au député hollandais de l'Hérault Sébastien Denaja. Tu auras à choisir entre Valls et moi.»

A gauche, personne – ou presque – ne l'a vu venir. Pensant l'aider, de bonnes fées lui conseillent même de briguer une circonscription. «Ta faiblesse, c'est de n'avoir pas de terrain politique», lui glisse la secrétaire d'État Clotilde Valter, qui l'apprécie. Devant elle, Emmanuel Macron jure, à l'été 2016, qu'il n'a pas l'intention de quitter le gouvernement. «Tu t'es bien moqué de moi!», lui lance-t-elle le jour où il s'en va. «J'ai passé quatre ans de ma vie avec lui et je n'ai rien vu venir, soupire l'ami du président, Julien Dray. Il a beaucoup de charme pour séduire les vieux messieurs, je me suis fait avoir comme les autres.»

«Le troll de la gauche»

Macron ignore les procès en félonie. L'ancien élève du lycée jésuite de La Providence d'Amiens estime qu'il ne doit rien à personne. «Emmanuel est très attaché à sa liberté, il s'est construit contre plutôt que pour. Son parcours le prouve, notamment son mariage», décrypte l'économiste Marc Ferracci, l'un des rares amis du candidat. Meticuleux, sur ses gardes, Macron a pris pour habitude de se faire communiquer la liste des convives aux dîners auxquels il est invité: qu'un lobbyiste ou un banquier étranger s'y trouve et il biffe son nom, pour éviter le poison du soupçon.

Très tôt, l'ancien conseiller élyséen a prévu chacune des étapes de sa campagne, dans le moindre détail. Dès son premier déplacement de «vrai-faux» candidat, le 1^{er} septembre 2016, à la Foire de Châlons-en-Champagne, le discours est là. «La différence se fait aujourd'hui entre conservateurs et progressistes, plus entre droite et gauche», explique-t-il entre deux selfies, une manie qu'il va conserver au cours de sa campagne. Per-

suadé que «le PS est devenu un repoussoir», le néophyte «et de droite et de gauche» reste près de sept heures à arpenter les stands de moissonneuses-batteuses. Un signe, un de plus, qu'il n'a nullement l'intention de jouer les seconds rôles.

Le 16 novembre, Macron officialise sa candidature dans un garage du centre d'apprentissage de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Celle-ci rend plus étroit encore le «trou de souris» par lequel François Hollande espérait se faufiler pour un second mandat. L'impopularité, la primaire à gauche qui se ferme comme un piège et la publication du livre «Un président ne devrait pas dire ça...» (Stock) finissent de compromettre sa candidature. Le 1^{er} décembre, le président sortant renonce à se présenter à sa propre succession, un geste inédit sous la V^e République.

Le chef de l'État écarté, Macron fait tout pour brouiller la primaire à gauche, une «guerre des clans» à laquelle il refuse de participer. Il n'hésite pas à jouer la carte people, s'affiche avec sa femme Brigitte dans Paris Match et VSD. Alors que les candidats socialistes peinent à remplir les salles, lui frappe un grand coup en réunissant plus de 10 000 personnes porte de Versailles, à Paris, le 10 décembre. Un meeting qu'il termine comme en extase, bras en croix et voix cassée. «Macron, c'est le troll de la gauche, celui qui surgit pour nous casser la baraque», s'énerve alors un député proche d'Arnaud Montebourg.

«Il m'a trahi avec méthode», lâche sèchement François Hollande le soir de la démission de son ex-protégé

Pour réussir sa blitzkrieg, le solitaire s'est entouré d'une équipe resserrée de jeunes technos, ex-strauss-kahniens dévoués à sa cause, pour la plupart issus de son cabinet à Bercy. Il installe d'abord son quartier général tour Montparnasse avant de prendre ses aises dans trois étages du 15^e arrondissement, gardés par un vigile prénommé Jules-César. Ici, c'est ambiance start-up. Il y a des lits superposés. Mais pas de directeur de campagne. Pris de haut par certains jeunes collaborateurs du «chef», les élus ne s'y sentent pas toujours à l'aise. Surtout, ils ne savent pas si «Emmanuel» les écoute vraiment. «Il cloisonne beaucoup, il est dans le control freak [«contrôle absolu»]», note un parlementaire.

Parti de zéro, sans parti ni élus, le champion du progressisme adosse sa stratégie aux sondages, dans lesquels il monte irrésistiblement. Les planètes s'alignent pour lui les unes après les autres. Comme s'il avait siphonné la légendaire «baraka» ayant longtemps accompagné François Hollande. Tour à tour, Alain Juppé et Manuel Valls, deux adversaires dangereux car braconnant sur les mêmes terres, sont écartés lors des primaires, lui ouvrant l'espace au centre.

«Concours de circonstances»

Fin janvier, les révélations du Canard enchaîné sur les soupçons d'emplois fictifs de Penelope Fillon dévitalisent la candidature du candidat de la droite. François Fillon dévisse dans les sondages. «Il n'y a pas de politique sans risque, mais il y a des politiques sans chance», s'amuse le chef de file d'En marche!, paraphrasant Edgar Faure. Peu à peu, Macron s'installe comme le favori du scrutin, au côté de Marine Le Pen. «Sa stratégie n'a donné des résultats qu'à cause d'un concours de circonstances», observera avec le recul François Hollande. «Dans une présidentielle, vous gagnez toujours

par défaut», confiait lui-même le candidat en privé début janvier.

Revers de la médaille de cette ascension, l'ancien ministre devient une cible. Ses prises de parole sont scrutées, disséquées. Il n'a plus droit à l'erreur. En février, sa campagne semble pour la première fois marquer le pas. Le meeting géant de Lyon, où il rassemble 12 000 personnes le 4 février, déçoit. Le candidat a parlé plus d'une heure et demie sans avancer de propositions concrètes, ce qui fait douter, y compris dans son camp. Multipliant les «en même temps», il ménage la droite et la gauche, soigne tous les électeurs, ce qui commence à lasser.

Ce jour-là, le candidat apparaît aussi nerveux. En coulisses, il s'en prend à son équipe qui l'a fait croquer Geneviève de Fontenay avant de monter sur scène, l'obligeant à lui faire la bise devant les caméras. S'il n'a pas mis son veto à la présence de l'ex-présidente des Miss France, invitée par le maire socialiste de la ville, Gérard Colomb, l'un de ses premiers soutiens, il ne veut pas s'afficher avec celle devenue égérie de La Manif pour tous. Le symbole et le contrôle, toujours.

Les intentions de vote en sa faveur stagnent, sa cote de popularité chute. La proportion d'électeurs certains de voter pour lui se révèle faible comparée à celles de Marine Le Pen ou de François Fillon. «La candidature de Macron reste friable», s'inquiète le député PS de Paris Christophe Caresche, pourtant fervent sympathisant.

Mi-février, deux erreurs menacent de lui coûter cher. Il braque une partie de la droite en qualifiant la colonisation française de «crime contre l'humanité». Dans la foulée, un déplacement dans le Sud-Est tourne à l'épreuve de force: des manifestants l'accueillent avec des sifflets et tentent de chahuter son meeting de Toulon. C'est ensuite la gauche qu'il braque en évoquant l'«humiliation» qu'aurait subie la France

JARDINS
15 mars > 24 juillet
GRAND PALAIS

« À VOIR D'URGENCE »
LE MONDE

LA #FEELGOODEXPO
DU PRINTEMPS*

« LES PLUS BEAUX
JARDINS DE L'ART
S'EXPOSENT
AU GRAND PALAIS »
LE FIGARO

Van Cleef & Arpels
BVL
ARTP
Le Monde
L'Espresso
L'Express
L'Obs
Le Monde
Le Monde

Emmanuel Macron, le 1^{er} septembre 2016, à la Foire de Châlons-en-Champagne. Photo: J. C. Coutausse / French Politics pour Le Monde



L'ancien ministre « marche sur l'eau »

Emmanuel Macron fait le pari d'enjamber le second tour et pense déjà à l'après

Putain, on l'a fait ! » A l'annonce des résultats, à 20 heures, donnant Emmanuel Macron en tête du premier tour, les membres de son équipe de campagne se jettent dans les bras les uns des autres. Autour d'eux, un bon millier de personnes réunies au Parc des expositions de la porte de Versailles font voler les drapeaux bleu, blanc, rouge en attendant l'arrivée de leur champion, dans une ambiance de boîte de nuit.

Pour les soutiens de l'ancien ministre de l'économie, la victoire au second tour ne fait pas de doute. Lors de son arrivée sur scène, Emmanuel Macron donne le même sentiment. Accompagné de sa femme, Brigitte, dont il tient la main et qu'il embrasse sous les yeux de ses belles-filles, il fait déjà le V de la victoire. Autour de lui, ça se congratule, ça danse, ça chahute. A chaque annonce de ralliement ou de soutien, ce sont les

mêmes cris, les mêmes démonstrations de joie. « Je souhaite dans quinze jours devenir le président des patriotes face à la menace des nationalistes », lance-t-il.

Mises en garde

Dans son discours, le candidat d'En marche!, qui se réjouit que « les Français [aient] écarté les candidats des deux grands partis qui les ont gouvernés pendant trente ans », explique lui-même qu'il est déjà dans l'après. « Je veux dès à présent construire une majorité de gouvernement et de transformation nouvelle », annonce-t-il à ses partisans, donnant le sentiment de clairement vouloir enjamber le second tour. « Ce soir, c'est la campagne des législatives qui démarre aussi », abonde Jean Arthuis, député européen UDI, présent dans la salle et ravi de voir son champion « réussir ce que François Bayrou a essayé de faire durant des années ».

Depuis des semaines, M. Macron le répète à ses proches : il est persuadé de l'emporter et de pouvoir obtenir seul la majorité absolue au Parlement. Les élus qui le soutiennent, notamment socialistes, ont beau le mettre en garde, lui dire que jamais personne n'a réussi le grand chelem en partant de rien, il n'en a cure. « Il marche sur l'eau, reconnaît mi-admiratif mi-inquiet un parlementaire. A force de le côtoyer, on se met nous aussi à y croire. »

Cette majorité, Emmanuel Macron l'a déjà bien en tête. « Elle sera faite de nouveaux visages, de nouveaux talents », assure-t-il dans son allocution. Déterminé à profiter de sa dynamique et à l'emporter sans l'aide d'aucun parti, excepté le MoDem avec lequel il a signé une alliance, le candidat met d'ores et déjà la pression sur les élus du PS ou des Républicains. Seuls ceux qui le rejoignent maintenant auront une

chance d'être investis sous ses couleurs. Ils doivent prendre « leur part du risque », prévient-il. Dans le cas contraire, ils auront un candidat En marche! contre eux aux législatives.

Reste à savoir si, à force de préparer l'après, Emmanuel Macron n'oublie pas de faire campagne maintenant. Selon différents observateurs, les reports de voix au second tour en sa faveur n'auront rien d'automatique. A fortiori si Jean-Luc Mélenchon reste sur son intention de ne pas appeler à voter pour lui.

Dimanche soir, Emmanuel Macron a fêté sa première place à la brasserie parisienne La Rotonde, entouré de Jacques Attali, Stéphane Bern, Daniel Cohn-Bendit... Comme Nicolas Sarkozy l'avait fait au Fouquet's après sa victoire en 2007. Pas le meilleur signal à envoyer pour mobiliser les électeurs. ■

C. PI.

« Emmanuel est très attaché à sa liberté, il s'est construit contre plutôt que pour »

MARC FERRACCI
ami de Macron

hostile au mariage pour tous. Au sein de son équipe, on reconnaît un « faux plat ». Ses proches se hérissent à la moindre critique.

Stratège, Macron stoppe net la spirale en mettant en scène le spectaculaire ralliement de François Bayrou, le 22 février. Le ticket qu'il forme avec le chef de file du MoDem rassure. Le Béarnais, qui accusait pourtant Macron de se « prendre pour Jeanne d'Arc », lui apporte tout ce qui lui manque : l'expérience, la patine, les blessures et les coutures liées aux échecs inhérents à la vie politique. Ce ralliement est un tournant. Macron prend cinq points dans les sondages et s'installe durablement en tête.

Dans la foulée, il met fin à son supposé flou idéologique en présentant son programme, le 2 mars. Alors qu'il disait quelques mois auparavant ne pas vouloir faire de liste à la Prévert, assurant chercher « le haïku de la vie politique », il multiplie les propositions. L'économiste Jean Pisani-Ferry, qu'il a recruté en janvier pour boucler son projet, réussit en quelques semaines à lui donner de la cohérence, tout en le faisant tenir dans un cadrage budgétaire serré.

Alors que les responsables du parti Les Républicains désertent la campagne de François Fillon, que celle de Benoît Hamon peine à décoller, Macron engrange les ralliements. Reniant sa promesse de la primaire, Manuel Valls annonce qu'il votera pour lui. Au gouvernement, le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, fran-

chit le Rubicon. A droite, Dominique de Villepin le rejoint.

A Saint-Priest-Taurion (Haute-Vienne), à Talence (Gironde), à Caen, à Reims... Partout, le candidat fait le plein. Plus rien ne semble l'atteindre. A Saint-Denis de La Réunion, fin mars, il rate pourtant complètement son meeting, invite des habitants à le rejoindre sur scène et vide à moitié le stade de l'Est. « Y avait un petit côté Jacques Martin », reconnaît lui-même Macron. Mais il se rattrape dès le lendemain en arpentant deux heures durant, sous une pluie tropicale, le marché du Chaudron, un quartier difficile de la ville. « C'est courageux, souffle un badaud au milieu des étals de longanes. Hollande n'était pas venu en 2012 ! »

« Le hold-up du siècle »

En entrant dans l'arène, les terroristes lancent leur coiffe derrière eux, sans se retourner. Si celle-ci tombe à l'endroit sur le sable, c'est signe que la corrida se passera bien. Si elle tombe du mauvais côté, c'est un mauvais présage. Il y a quelques jours, Macron s'est filmé en bras de chemise jouant à son siège de campagne avec une bouteille d'eau en plastique. Un défi (le *bottle flip challenge*) que lui ont lancé les utilisateurs du réseau social Snapchat : l'objet doit retomber droit, après avoir valsé dans les airs.

Macron lance la bouteille... Hop, celle-ci retombe sur la table, du bon côté. « Voilà », lance-t-il d'un air satisfait. Voilà. A moins de 40 ans, l'ancien conseiller de François Hollande est en passe de devenir le huitième président de la V^e République. « Le hold-up du siècle », pronostiquait cet hiver la ministre de la santé, Marisol Touraine. « Il y aura Clausewitz, Sun Tzu et Macron », renchérisait le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Olivier Faure. Voilà. ■

CÉDRIC PIETRALUNGA
ET SOLENN DE ROYER

FORCE MUTUELLE

MUTUELLE DES FORCES ARMÉES, GOUVERNÉE PAR DES MILITAIRES, UNÉO EST LE PROLONGEMENT NATUREL DE LA PROTECTION SPÉCIFIQUE DUE À CEUX QUI NOUS PROTÈGENT ET À LEUR FAMILLE. SON ENGAGEMENT POUR UNE PROTECTION SOCIALE DE QUALITÉ EN SANTÉ ET EN PRÉVOYANCE, AU PRIX JUSTE, DANS LA DURÉE, ET SON MODÈLE SOLIDAIRE, NON LUCRATIF, DÉMOCRATIQUE SONT À LA HAUTEUR DES EXIGENCES DE LA COMMUNAUTÉ DÉFENSE.

La protection mutuelle qui nous rend fiers

SANTÉ - PRÉVENTION - ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

unéo

UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense

UNÉO, la mutuelle des
FORCES ARMÉES
RÉFÉRENCE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTION & SERVICES

Pour nous contacter : 0970 809 000 (appel non surtaxé) - www.groupe-uneo.fr

A chacun son barrage contre le FN

La majorité des perdants du premier tour et des responsables de parti veulent barrer la route à Marine Le Pen

Dès l'annonce des résultats, les candidats éliminés et les responsables des partis se sont exprimés. Presque tous voteront pour Emmanuel Macron, mais les clivages se sont révélés dans ces ralliements.

Les socialistes sans ambiguïté

Chez les socialistes, tout le monde a parlé d'une même voix. Mais, derrière les mots, il y a des nuances, entre ceux qui votent Emmanuel Macron pour empêcher le Front national d'accéder au pouvoir, et ceux qui veulent aller plus loin avec le leader d'En marche!

Benoît Hamon, le candidat défait du PS, a demandé sans ambiguïté à « battre le plus fortement et le plus puissamment possible le FN en votant Emmanuel Macron ». Mais pas question pour autant d'offrir un blanc-seing à l'ancien ministre de l'économie de François Hollande, qui « n'appartient pas à la gauche et n'a pas vocation à la représenter », a précisé le député des Yvelines. « Je sais faire la distinction entre un adversaire politique et une ennemie de la République », a encore souligné le socialiste.

Dans le même esprit, la maire de Lille, Martine Aubry, a invité « tous les républicains » à « faire barrage au FN, comme en 2002 », mais sans mentionner le nom de M. Macron.

Au gouvernement, l'ensemble des ministres et secrétaires d'Etat se sont exprimés pour apporter leur voix à leur ancien collègue de Bercy. Stéphane Le Foll (agriculture), Marisol Touraine (santé), Audrey Azoulay (culture), Emmanuelle Cosse (logement), Harlem Désir (affaires européennes), Myriam El Khomri (travail), entre autres, ont appelé à voter pour M. Macron. Mais, là aussi, la ferveur des uns et des autres est à degré variable. Ainsi, pour M^{me} Touraine, au lendemain du 7 mai, M. Macron devra entendre « que des électeurs et des électrices ont fait un choix sans enthousiasme, un choix par défaut, l'ignorer serait une faute ».

D'autres, en revanche, sont allés plus loin dans le soutien au leader d'En marche! en souhaitant dès à présent poser les bases d'une future majorité présidentielle et gouvernementale à l'issue des élections législatives. « Je souhaite que la gauche de responsabilité, gouvernementale, soit présente dans la majorité présidentielle d'Emmanuel Macron », a ainsi déclaré le secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, Jean-Marie Le Guen, proche de Manuel Valls. L'ancien premier ministre a lui-même invoqué « la gravité du moment » et appelé à « bâtir une majorité présidentielle large, cohérente et progressiste ».

Le « ni-ni » de Jean-Luc Mélenchon Dimanche soir, Jean-Luc Mélenchon n'a pas donné de consigne de vote face aux deux finalistes annoncés. Le candidat de La France insoumise a critiqué « les médiocrates et les oligarques » qui « jubilent ». « Rien n'est si beau pour eux qu'un second tour entre deux candidats qui approuvent et veulent prolonger les institutions actuelles, qui n'expriment aucune prise de conscience écologique ni [ne s'expriment] sur le péril qui pèse sur la civilisation humaine », a-t-il dénoncé, renvoyant dos à dos M. Macron et M^{me} Le Pen.

Si certains de ses lieutenants ont eu une phrase pour dire que « jamais [ils n'ont] donné la moindre voix » au FN, celui qui avait fait de sa campagne de 2012 une lutte « front contre front » n'a pas eu ces mots. Déjà en décembre 2015, dans une interview au *Monde*, lors de l'entre-deux-tours des régionales, il n'avait pas donné de consigne de vote. « Faire barrage à l'extrême droite » sans aucune exigence ni engagement préalable sur les principes essentiels est un blanc-seing très dangereux », avait-il jugé.

Le candidat de La France insoumise a choisi de s'en remettre aux plus de 400 000 personnes qui ont appuyé sa candidature sur sa plate-forme Internet. Ces dernières devaient être consultées lundi et le résultat devrait être annoncé mardi.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui soutenait M. Mélenchon, a, lui, appelé à « battre » M^{me} Le Pen en prenant « l'autre bulletin ». Idem pour Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble.

Fin du « ni-ni » à droite, mais des nuances Voter Emmanuel Macron? Ne pas voter Marine Le Pen? Laisser les électeurs libres de leur choix? Dimanche soir, les personnalités du parti Les Républicains ont dû se dévoiler.

L'immense majorité des dirigeants de la droite et du centre ont expliqué qu'ils voteraient en faveur de M. Macron, même si le parti reste écartelé entre son aile modérée et son aile dure.

Le perdant, François Fillon, a été sans ambiguïté : « Je ne le fais pas de gaieté de cœur, mais l'abstention n'est pas dans mes gènes. (...) Je voterai donc en faveur d'Emmanuel Macron, a déclaré l'ancien premier ministre, sans donner de consigne de vote. Il vous revient maintenant, en conscience, de réfléchir à ce qu'il y a de mieux pour notre pays et pour nos enfants. »

Cette ligne de vote personnel en faveur de M. Macron a été la plus commune à droite. Sur France 2, le maire de Meaux (Seine-et-Marne), Jean-François Copé, a accepté du « ni-ni » aux élections locales, a expliqué qu'il voterait pour l'ancien



François Fillon à l'issue de son intervention, depuis son QG de campagne. OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP POUR « LE MONDE »

ministre de l'économie « la mort dans l'âme ». Idem Pour Christian Jacob, le président du groupe LR de l'Assemblée nationale, qui a affirmé qu'il voterait « à titre personnel » mais qu'il restait « un opposant déterminé à la gauche, et M. Macron, c'est la gauche ».

Le maire de Troyes, François Baroin, soutien de Nicolas Sarkozy pendant la primaire, n'a pas hésité sur son choix : « A titre personnel, je voterai naturellement Emmanuel Macron. Il ne peut pas y avoir de « ni-ni » pour la présidence de la République. »

Figure de la droite modérée et perdant de la primaire, Alain Juppé, est allé encore plus loin en donnant une consigne de vote. « Sans hésiter je soutiens Emmanuel Macron dans son duel avec le FN. (...) J'appelle les Français(es) à faire de même », a écrit sur Twitter l'ancien premier ministre. « Il faut l'aider », a tweeté le député de Seine-Maritime Edouard Philippe, un de ses lieutenants.

Les juppéistes sont d'ailleurs favorables à un soutien collectif à M. Macron, tout comme les centristes de l'Union des démocrates et indépendants, dont le président, Jean-Christophe Lagarde, s'est exprimé dans un communiqué : « L'UDI appelle clairement et sans état d'âme à faire barrage à l'extrême droite et à voter pour

M. Macron. » Sur France 2, le sénateur de la Vienne, Jean-Pierre Raffarin, a lui aussi appelé à se rassembler derrière l'ancien ministre de François Hollande.

Avec tous ses votes en faveur de M. Macron, la droite a enterré le « ni-ni », une stratégie politique mise en place lors des élections cantonales de 2011 et qui consistait à ne voter ni pour le candidat du FN ni pour celui de la gauche.

Mais l'aile dure LR a trouvé une nouvelle façon de ne pas se mettre à dos une partie de ses électeurs plus proches du parti frontiste : laisser libres les électeurs de s'abstenir. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, son principal représentant, a ainsi demandé sur France 2 à « ceux qui [leur] ont fait confiance de ne pas voter pour Marine Le Pen ». Dans un communiqué, Eric Ciotti, député des Alpes-Maritimes et figure de l'aile droite, a assumé son refus « d'entrer dans des combinaisons partisanes ».

L'émanation politique de La Manif pour tous, le mouvement très droitier Sens commun, a refusé de trancher. Christine Boutin, ancienne présidente du Parti chrétien-démocrate a, elle, jugé « possible » de voter pour M^{me} Le Pen. ■ RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES, BASTIEN BONNEFOUS ET MATTHIEU GOAR

Des neuf battus, aucun n'a retenu la leçon de Jospin

Il manque quelque chose à ce 23 avril pour ne pas être, un « 21 avril », à l'endroit comme à l'envers. Certes le Front national se qualifie une nouvelle fois au second tour. Certes le Parti socialiste, accompagné cette fois du parti Les Républicains, ne sera pas présent dans cette deuxième manche. Mais qui a entendu un mea culpa? L'amorce d'un renoncement? Vous vous rappelez cette phrase : « J'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique après la fin de l'élection présidentielle »?

Elle a été prononcée par Lionel Jospin, il y a quinze ans. Elle était claire, limpide, sans ambiguïtés. Des « non! » s'étaient élevés de la part des militants désorientés et déçus. Rien n'y fit. Pour la première fois depuis 1969 et le retrait du général de Gaulle après son échec au référendum sur la régionalisation, un responsable politique endossa toute la responsabilité de sa défaite. Il n'a pas été égalé depuis dans cet exercice, et son record tient toujours.

AU MOMENT OÙ NOUS RÉDIGEONS CETTE CHRONIQUE, IL N'EST PAS IMPOSSIBLE QUE JEAN-LUC MÉLENCHON SOIT TOUJOURS PERSUADÉ D'ÊTRE AU SECOND TOUR

Dimanche 23 avril, il y a eu neuf battus sur les onze candidats. Aucun d'eux n'a considéré qu'il était comptable de son résultat. On peut donc raisonnablement – et mathématiquement – penser (ou craindre) que tous se représenteront à nos suffrages en 2022.

Attendons-nous à revoir, un peu vieilliss mais toujours d'attaque (à l'exception de Philippe Poutou et de Jacques Cheminade qui ont annoncé avant ce premier tour qu'ils ne seraient pas en lice en 2022), Nathalie Arthaud, bien partie pour battre le

record de participations (six) d'Arlette Laguiller à l'élection présidentielle, François Asselineau, Jean Lassalle et même Nicolas Dupont-Aignan. Normal, direz-vous, ce sont des candidatures de témoignage. L'important n'est-il pas de participer?

Mais les autres? Les gros? Les cadors du suffrage universel? Les caïds de l'isoloir? Tous ont assuré qu'ils seraient au second tour, aussi sûr que deux et deux font quatre. Parfois, il nous est arrivé de les croire. Tant de certitudes forçaient notre respect, ou du moins notre modestie. Après tout, qui étions-nous pour juger, comme dirait le pape François?

Tous ont daubé les sondages, cet instrument désuet à l'heure des bouleversements démocratiques. Tous ont senti le peuple les pousser dans le dos vers une qualification immanquable pour le second tour. Mais les affaires? Mais l'Alliance bolivarienne? Mais cette campagne poissive? Balivernes! Invention de journalistes aux ordres! Billevesées!

Au moment où nous rédigeons cette chronique, il n'est pas impossible que Jean-Luc Mélenchon soit toujours persuadé d'être au second tour, tant il est vrai que les « médiocrates » décident de tout.

Et François Fillon, qui a dû surmonter « trop d'obstacles, trop cruels », ne songe pas un instant à déteiler. Pas plus que Benoît Hamon, malgré sa « profonde meurtrissure ». Il faudra un cric pour les déloger. Les élections législatives leur offrent une occasion pour se refaire. Comme au casino, il faut flamber. « Le Vieux Monde s'est effondré », ont déclaré dimanche plusieurs commentateurs. Il reste des survivants. ■

PHILIPPE RIDET

Quels reports de voix au second tour?

C'EST LA RÈGLE du second tour de l'élection présidentielle : pour l'emporter, chacun des deux finalistes doit bâtir un rassemblement beaucoup plus large que son socle initial. Donc attirer sur son nom le plus grand nombre possible d'électeurs des candidats battus au premier tour. Depuis des décennies, ce rassemblement obéissait à la logique des deux camps – gauche et droite – qui dominaient le paysage politique. L'élimination des candidats du Parti socialiste et du parti Les Républicains, et la qualification de ceux du Front national et d'En marche! rendent ce mécanisme de report des voix inédit et beaucoup plus imprévisible.

La dernière vague de l'enquête électorale du Cevipof, réalisée en partenariat avec *Le Monde* par Ipsos Sopra-Steria les 16 et 17 avril, fournit sur ce point des indications d'autant plus précieuses qu'elle anticipait un résultat de premier tour très proche de la réalité constatée au soir du 23 avril. Dans l'hypothèse d'un duel de second tour entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, ce dernier était crédité d'une large victoire le 7 mai, avec 61 % des suffrages contre 39 %.

Ce succès présumé résulterait de reports de voix très différents selon les électors de premier tour. En effet, nettement moins de la moitié des électeurs de François Fillon (42 %) déclaraient il y a une semaine que, dans cette hypothèse, ils voteraient pour Emmanuel Macron au second tour, contre 31 % qui se reportaient sur Marine Le Pen et 27 % qui n'exprimaient pas leur choix. De leur côté, la moitié seulement des électeurs de Jean-Luc Mélenchon (51 %) se disaient décidés à voter pour M. Macron au second tour, contre 12 % pour M^{me} Le Pen, mais l'embarras était manifeste pour 37 % d'entre eux qui n'exprimaient pas leur choix.

L'enjeu de l'entre-deux-tours

L'attitude des électeurs de Benoît Hamon était beaucoup plus tranchée : en cas de duel Macron-Le Pen, 72 % d'entre eux étaient déterminés à reporter leur voix sur le candidat d'En marche!, contre 4 % sur la candidate du FN, 24 % restaient dans l'expectative. A l'inverse, près de la moitié (46 %) des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan se disaient décidés à voter en faveur

de M^{me} Le Pen au second tour, contre 34 % en faveur de M. Macron, 20 % n'exprimant pas leur choix. Selon une nouvelle enquête, réalisée par Ipsos, dans la soirée du 23 avril, auprès d'un échantillon de 2 024 personnes, dont 1 379 certaines d'aller voter le 7 mai, pour Radio France, France Télévisions, LCP-Public Sénat, RFI, France 24, *Le Point* et *Le Monde*, ces reports de voix ont évolué en faveur de M. Macron. Ce dernier recueillerait les suffrages de 48 % des électeurs de François Fillon (contre 33 % pour M^{me} Le Pen et 19 % qui n'expriment pas leur choix), 62 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon (contre 9 % se reportant sur M^{me} Le Pen et 29 % ne choisissant pas) et 79 % des électeurs de M. Hamon (contre 4 % pour M^{me} Le Pen et 17 % de non-choix).

Reste à savoir si ces intentions se vérifieront dans la réalité. C'est tout l'enjeu des deux semaines de l'entre-deux-tours, des recommandations exprimées ou non par les candidats battus et de la dynamique de rassemblement que les deux finalistes sauront ou non enclencher. ■

GÉRARD COURTOIS

Marine Le Pen, une victoire et des doutes

La deuxième place de la candidate, longtemps favorite, laisse un sentiment mitigé au Front national

HÉNIN-BEAUMONT
(PAS-DE-CALAIS) - envoyé spécial

Les soirées les plus attendues sont rarement les plus réussies. Au Front national (FN), le champagne était au frais depuis plusieurs mois en préparation de la date du dimanche 23 avril, qui devait voir la présidente du parti, Marine Le Pen, couronner d'un coup d'éclat les succès enregistrés par sa formation depuis plusieurs années.

Ses partisans, venus par centaines sous le toit de l'espace François-Mitterrand, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), où la candidate à l'élection présidentielle organisait sa soirée pour le premier tour du scrutin, l'espéraient. Mais quand la chenille a été lancée, peu après 22 heures, par un petit groupe de militants frontistes criant « on va gagner » sur un air de musique de karaoké, la scène ressemblait trop à une tentative forcée de mettre de l'entrain dans une fête qui en manquait.

La députée européenne qualifiée pour la deuxième fois l'extrême droite au second tour du rendez-vous majeur de la vie politique française, après son père, Jean-Marie Le Pen, en 2002. Mais son incapacité à arriver en tête du premier tour – malgré des sondages au beau fixe et un contexte a priori favorable – donne un sentiment mitigé face à ce bon résultat.

Récit d'une épopée

M^{me} Le Pen a battu tous les records du Front, dimanche, en gagnant 21,4 % des voix derrière le candidat d'En marche!, Emmanuel Macron, qui la devance avec 23,9 % des suffrages. Celui du score enregistré par M. Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril 2002 (16,9 %), et par elle-même, dix ans plus tard, au même stade du scrutin, en 2012 (17,9 %). Celui du nombre total de voix gagnées par le FN lors d'un scrutin depuis sa fondation, il y a quarante-cinq ans, avec plus de 7,6 millions de suffrages, contre 6,8 millions obtenus au second tour des régionales en 2015.

Le parti d'extrême droite devance aussi bien le Parti socialiste (PS) que Les Républicains (LR) – une première pour lui dans cette élection. Mortée sur scène peu



A l'espace François-Mitterrand de Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), dimanche 23 avril. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

après 21 heures, dimanche, pour prononcer une courte allocution, la présidente du FN a tenté d'inscrire cet épisode dans le récit plus grand d'une épopée que rien ne semble pouvoir arrêter. « La première étape qui doit conduire les Français à l'Elysée est franchie », a-t-elle lancé à ses soutiens, parlant de l'« acte de fierté (...) d'un peuple qui relève la tête ». Mais chacun au parti a conscience que leur candidate ne se situe pas forcément au niveau qu'elle aurait pu espérer.

Les dirigeants frontistes ne cessaient ces dernières années de

présenter leur formation comme le « premier parti de France ». Européennes, départementales, régionales : depuis 2014, le FN est arrivé à chaque fois en tête au niveau national, grappillant quelques nouveaux points à chaque rendez-vous, jusqu'à atteindre 27,7 % des voix au premier tour des régionales, en décembre 2015.

M^{me} Le Pen était portée dans le même temps par des sondages flatteurs : aucun ou presque ne l'annonçait exclue du second tour de la présidentielle, et beaucoup lui promettaient même de flirter avec la barre des 30 %. Las, son capital s'est peu à peu étioilé à mesure que la campagne présidentielle avançait. Le FN ne peut plus revendiquer le titre de « premier parti de France ». Et sa présidente porte ce résultat sur son nom – ou plutôt sur son prénom, Marine, devenu une marque à lui tout seul.

Affaires judiciaires

Dans cette campagne, la candidate du FN a semblé jouer le second tour avant de se préoccuper de franchir le premier, en promettant de devenir le visage d'une « France apaisée ». Puis elle a essayé d'imposer ses thèmes, sur l'immigration ou la sécurité, et d'apparaître comme l'élément central du débat. En vain. Seules ses déclarations sur la rafle du Vél'd'Hiv – dont elle estime que « la France » n'est pas responsable – ont enflammé les commentateurs à son sujet ces dernières semaines. Pas forcément ce qu'elle recherchait.

Et les affaires judiciaires qui la concernent – soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen et à la région Nord-Pas-de-Calais, sous-évaluation présumée de son patrimoine – ont perturbé son agenda.

« Je serai en tête le soir du premier tour parce que je sens qu'il y a une

Depuis 2014, celui qui se présente comme « le premier parti de France » était arrivé en tête de chaque scrutin au niveau national

incroyable mobilisation, une incroyable dynamique, voulait-elle encore croire, jeudi 20 avril. Je connais assez bien mes électeurs et je pense qu'ils vont me porter en tête dimanche soir. » Dans son entourage, certains assuraient pour leur part qu'elle atteindrait un score similaire à celui connu lors des régionales. Pari perdu.

Lors de cette élection, la candidate a sans doute été plus portée par le contexte – terrorisme, migrants – et le capital politique accumulé par le FN depuis des années que par sa capacité à enthousiasmer les électeurs ou à apparaître comme un postulat crédible aux plus hautes fonctions. En rivalité avec le candidat de droite, François Fillon, sur le terrain de la fermeté contre l'immigration ou des promesses sécuritaires, concurrencée par le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, sur celui du « coup de balai » à passer dans la classe politique, et doublée par Emmanuel Macron sur le créneau du renouveau, Marine Le Pen a peiné à véritablement trouver sa place.

Sa stratégie a souvent varié, entre volonté de prendre de la hauteur et nécessité de revenir aux fondamentaux frontistes. Depuis le début de la campagne, le FN revendique le fait que ses idées seraient devenues « majoritaires » dans le pays, comme sur l'identité

ou l'immigration, qui sont largement reprises à droite ; mais les électeurs ne semblent pas prêts pour autant à transformer l'essai dans les urnes.

Officiellement, le parti de M^{me} Le Pen va se battre de toutes ses forces pour essayer de gagner contre M. Macron, le 7 mai. Dans les travées de l'espace François-Mitterrand, à Hénin-Beaumont, les uns et les autres se perdaient en conjectures, dimanche soir, et décriaient de savants schémas de reports de voix pour convaincre de cette possibilité.

« Mondialiste » contre « patriote »

Comme souvent, l'idée est de ratisser au plus large. « Les 55 % du non à la Constitution européenne en 2005 peuvent se reformer dans le cadre d'un front patriote. Cette majorité-là existe, elle peut se rassembler derrière Marine », veut croire le maire FN de Fréjus, David Rachline, directeur de campagne de M^{me} Le Pen. Il prévient aussi : « Il va y avoir une accélération brutale de la politique de M. Hollande avec Emmanuel Macron. » Voilà, d'un côté, pour le message destiné aux électeurs de Jean-Luc Mélenchon, qui représentent 19,6 % des électeurs du premier tour ; et de l'autre pour celui envoyé aux électeurs de François Fillon, qui représentent quant à eux 19,9 % des voix.

A la tribune, M^{me} Le Pen s'est pour sa part présentée comme la promotrice d'une « alternance fondamentale », bien loin de M. Macron, qui ne serait que « l'héritier de François Hollande ». Elle a aussi estimé que « la mondialisation sauvage » incarne « le grand enjeu de cette élection ». Puis elle est partie. C'était avant que la chenille de ses supporters ne se lance dans une farandole, entre deux morceaux de Gilbert Montagné et de Claude François.

Quelques minutes plus tard, c'est un dirigeant de la campagne, une coupe de champagne vide à la main, qui évite de répondre « oui » quand on lui demande s'il pense que la victoire est possible face au candidat d'En marche ! Ce qui ne l'empêche pas de dérouler son argumentaire : « Il y a de l'électorat à récupérer chez Fillon et chez Mélenchon. Macron n'est pas un homme très populaire, il a une capacité à être éliminé de part et d'autre. » Ce qui est aussi le cas de M^{me} Le Pen.

L'ancien ministre de l'économie peut pour sa part compter sur les votes d'une bonne partie des responsables politiques de droite et de gauche, dont ceux de ses anciens adversaires M. Fillon et M. Hamon. « La fronde des gamellards est en train de se mettre en place », raille David Rachline.

« Chouchou » des médias selon M^{me} Le Pen, M. Macron est censé incarner l'adversaire favori du FN : ce dernier est présenté comme le représentant du « mondialisme » face à la « patriote » Le Pen. Durant la campagne, la fille de Jean-Marie Le Pen dépeignait l'ancien banquier de chez Rothschild comme un « pur produit du système bancaire », qui ne cherche qu'à « améliorer la situation des grandes multinationales, des banques, au détriment de l'intérêt des Français ». ▶▶▶

Ne parvenant pas à imposer ses thèmes, sur l'immigration ou la sécurité, Marine Le Pen a peiné à trouver sa place

JARDINS DU PRINTEMS
« ON TOUCHE AU SUBLIME »
TELERAMA

LA #FEELGOOD EXPO DU PRINTEMPS
L'ESPOIR DES JARDINS

Jardins
15 mars > 24 juillet
GRAND PALAIS

« UN JOYAU DE DÉLICATESSE ET DE LÉGÈRETÉ... ON AIMERAIT NE JAMAIS PLUS SORTIR »
LIBERATION

Vous êtes à Argès ?
à Paris ?
à Lyon ?
à Marseille ?
à Bordeaux ?
à Toulouse ?
à Nantes ?
à Lille ?
à Strasbourg ?
à Montpellier ?
à Clermont-Ferrand ?
à Dijon ?
à Metz ?
à Nancy ?
à Reims ?
à Orléans ?
à Poitiers ?
à Caen ?
à Rennes ?
à Saint-Étienne ?
à Grenoble ?
à Annecy ?
à Chambéry ?
à Nice ?
à Cannes ?
à Marseille ?
à Montpellier ?
à Toulouse ?
à Bordeaux ?
à Nantes ?
à Lille ?
à Strasbourg ?
à Montpellier ?
à Clermont-Ferrand ?
à Dijon ?
à Metz ?
à Nancy ?
à Reims ?
à Orléans ?
à Poitiers ?
à Caen ?
à Rennes ?
à Saint-Étienne ?
à Grenoble ?
à Annecy ?
à Chambéry ?
à Nice ?
à Cannes ?



La patronne du Front doit tenir un meeting à Nice, jeudi, en territoire sarkozyste. Tout sauf un hasard

►►► Une description que Philippe Murer, conseiller économique et assistant parlementaire de la députée européenne, n'hésite pas à reprendre avec un vocabulaire connoté historiquement : « C'est le candidat de l'anti-France. » Les frontistes espèrent imposer un débat de fond durant cet entre-deux tours pour faire remonter la cote de leur candidate. « Au deuxième tour, la tribune médiatique va être séparée en deux, on va enfin pouvoir parler du fond, ça n'a pas toujours été le cas dans les dernières semaines de la campagne », estime Jean-Lin Lacapelle, un proche de M^{me} Le Pen. Dans son allocution, la présidente du FN a reproché au « système » d'avoir « cherché par tous les moyens à étouffer le grand débat politique qu'aurait dû être cette élection ». Maudites affaires...

Séduire « la droite populaire »

Comme de nombreux responsables politiques, certains frontistes se projettent dès à présent dans l'après-présidentielle, avec en ligne de mire les élections législatives du mois de juin. Les cendres du fillonisme représentent pour le FN un butin convoité. « Ce que je regarde, c'est si les conditions de la recomposition sont là. La guerre de tranchée a commencé à

droite », avance Jérôme Rivière, ancien député UMP et dirigeant de la campagne mariniste. En rejetant M. Macron dans le camp de la gauche, le FN espère prendre le leadership sur la droite.

L'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy Christine Boutin a déjà assuré à l'Agence France-Presse qu'elle n'excluait pas de voter M^{me} Le Pen. Jeudi, la patronne du FN doit tenir un meeting à Nice, un territoire sarkozyste. Tout sauf un hasard. « Il y a toute une droite populaire, sensible à l'enjeu de civilisation, de protection physique, de protection de notre identité, que nous pouvons convaincre », insiste un dirigeant de la campagne.

Certes, de nombreuses têtes d'affiche LR ont d'ores et déjà apporté leur soutien à M. Macron. Mais le FN veut croire qu'il n'a pas besoin des appareils quand il peut essayer de gagner leurs électeurs. « Il y avait la gauche castor, qui cherchait à faire barrage contre nous. On va avoir droit désormais à la droite castor. L'avenir de cette droite, c'est de faire élire l'héritier de François Hollande », avance-t-on au FN.

Par ses coups de boutoir, le parti lepéniste parvient à orienter une partie des débats ou à influencer des propositions formulées par ses adversaires. A tel point que certains, à droite comme à gauche, n'ont pas éprouvé le besoin, dimanche soir, de faire corps contre la qualification de M^{me} Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Le résultat de la fille de M. Le Pen ne représente pas un coup de tonnerre, l'un de ceux dont le parti est coutumier depuis près de trente ans. Et c'est peut-être cela dont les dirigeants du FN devraient finalement se réjouir. ■

OLIVIER FAYE

Des manifestations très sporadiques et quelques échauffourées après la qualification du FN

A Paris et Nantes, les défilés ont donné lieu à des affrontements avec la police

Le contraste est saisissant. Dimanche 23 avril, la mobilisation fut quasi nulle en France, alors même que Marine Le Pen réalisait un score historique, 21,4 % des suffrages exprimés, réunissant un peu plus de 7,6 millions de voix. Un record. Il y a quinze ans, le 21 avril 2002, plusieurs centaines de personnes descendaient dans la rue pour protester contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. A l'époque, 4,8 millions de voix s'étaient portées sur le vieux chef nationaliste. Des cortèges spontanés avaient alors éclaté dans toutes les grandes villes du pays, jusqu'au point d'orgue du 1^{er}-Mai, où près de 1 million de personnes marchaient contre le Front national.

Dimanche soir, c'était calme (presque) plat. Aucun appel à défilé émanant de partis ou de syndicats. Rien à Marseille, Besançon, Lille, Lyon ou Bordeaux. Et quand une mobilisation avait lieu, c'était anecdotique et émaillé de violences. A Rouen, une centaine de personnes ont bien tenté de défilé, mais en ont été empêchées par les forces de l'ordre. A Tours, une centaine de jeunes ont crié leur dépit devant l'affiche du second tour, entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

Plusieurs interpellations ont eu lieu à Nantes, où environ 300 per-

sonnes ont manifesté derrière une banderole proclamant « Ni banquier ni raciste » et au cri de « Nantes debout soulève-toi, ni Le Pen ni Macron », selon l'Agence France-Presse (AFP). Des manifestants ont lancé des cocktails Molotov et cassé quelques vitrines d'agences bancaires. Les forces de l'ordre ont répliqué par des tirs de grenades lacrymogènes et de désencerclement, ainsi que par des tirs de gomme-cogne.

A Rennes, où tout rassemblement était interdit, une centaine de personnes se sont malgré tout retrouvées entre 18 heures et 22 heures sur la place Sainte-Anne, à l'appel du collectif Rennes ingouvernable. Après l'annonce des résultats, environ 200 personnes ont commencé une manifestation sauvage dans les rues du centre-ville. Dans le cortège, on pouvait entendre des slogans comme « Macron, Le Pen, on n'en veut pas ».

400 personnes à Bastille

Paris n'a pas fait exception à la règle. La place de la République semblait bien vide malgré ses quelques badauds réunis. Pour trouver une mobilisation, il fallait aller à Bastille en fin d'après-midi. Depuis plusieurs jours, le rendez-vous était connu sous le nom de « Nuit des barricades ». Lancé par des mouvements antifascistes, anticapitalistes et auto-

A Nantes, environ 300 personnes ont manifesté derrière une banderole proclamant « Ni banquier, ni raciste »

nomes, le but du rassemblement était de contester « la mascarade électorale ».

Après quelques chants et slogans contre les élections et la police, les quelque 400 personnes alors présentes ont décidé de « prendre la place de la Bastille », entamant plusieurs tours de la colonne de Juillet. Les CRS se sont rapprochés peu à peu des manifestants, dont beaucoup étaient cagoulés et habillés en noir. Après des jets de bouteilles et d'objet divers dans leur direction, les forces de l'ordre ont décidé d'intervenir et de « nasser » une partie des manifestants.

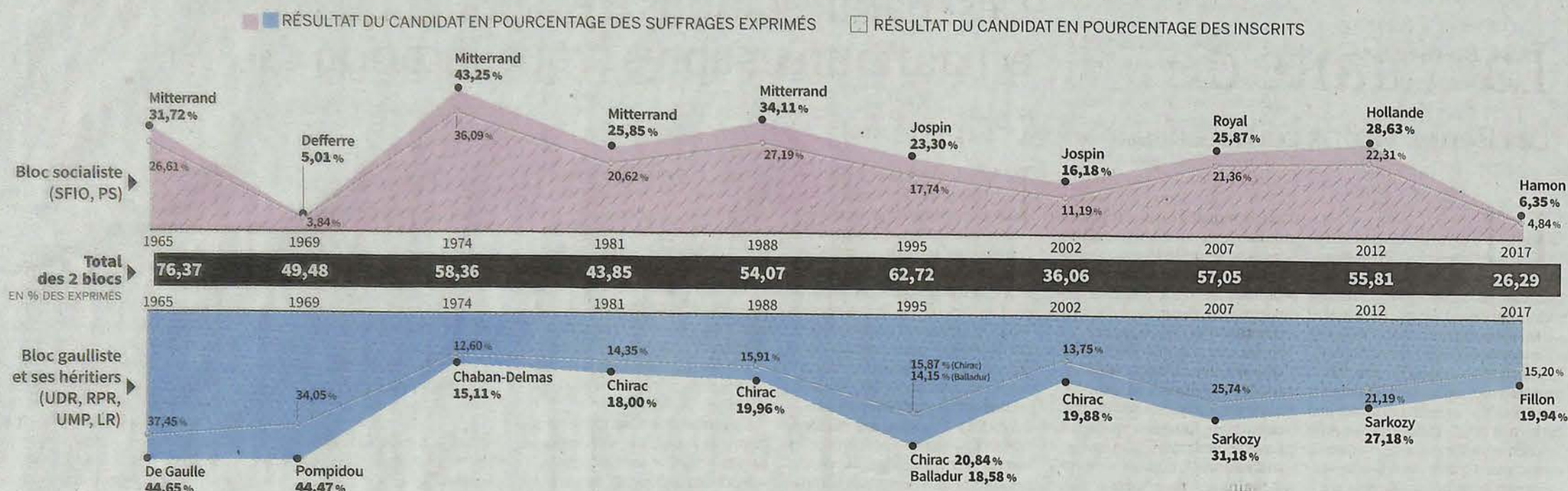
Les autres partirent alors en direction de Nation, puis de République, pour une manifestation sauvage. Sur leur chemin, les panneaux publicitaires et les Aribus étaient détruits, ainsi que plusieurs Autolib' et les façades

d'agences bancaires. Du matériel de chantier, des barrières métalliques et des poubelles étaient régulièrement mis en travers de la chaussée pour empêcher la progression des forces de l'ordre. « Casser les banques et les flics, bras armés du capital, c'est devenu la seule solution, explique un manifestant de 27 ans militant au PCF et qui souhaite garder l'anonymat. Je me dis de plus en plus que militer dans les partis et les syndicats ne sert à rien et qu'il faut rejoindre le "Black Block". »

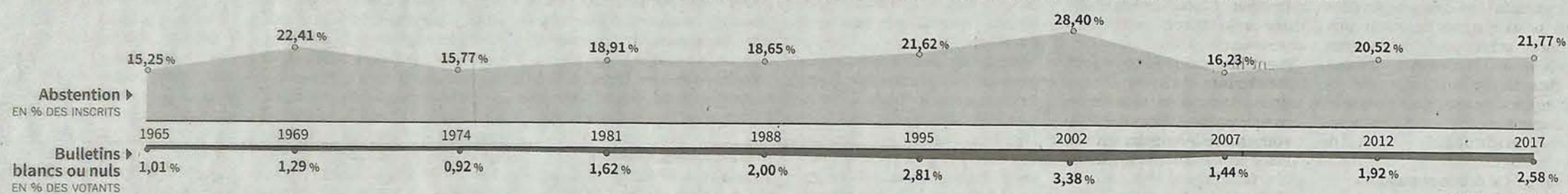
Au cri de « Paris, debout, soulève-toi », « tout le monde déteste la police », « à bas l'Etat, les flics et les fachos » et de « siamo tutti antifascisti » (« nous sommes tous antifascistes », en italien), le cortège grossissait peu à peu. Après une pause à République, les manifestants repartirent vers Belleville sans vraiment de direction déterminée, taguant au passage la façade de la CFDT d'un « mort aux collabos ». La manifestation a ensuite été violemment dispersée au niveau du métro Louis-Blanc (10^e arrondissement) aux alentours de 22 heures. Ces échauffourées avec la police ont fait deux blessés dont un adolescent, lors d'une charge de CRS. Trois interpellations ont eu lieu. ■

ABEL MESTRE
(AVEC NICOLAS LEGENDRE
À RENNES)

Evolution des deux grandes forces politiques AUX PREMIERS TOURS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DEPUIS 1965



Evolution de l'abstention et des bulletins blancs ou nuls AUX PREMIERS TOURS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DEPUIS 1965



SOURCE : LE MONDE

Après la déroute de Hamon, le PS au bord du gouffre

Avec 6,3%, le candidat réalise le plus mauvais score pour un socialiste depuis Gaston Defferre en 1969

C'est bon, maintenant on est prêt pour une présidentielle... On sait ce qu'il faut faire et ne pas faire. Le député européen Guillaume Balas, proche de Benoît Hamon, a l'humour noir des soirs de défaite totale. Dimanche 23 avril, son candidat a vécu plus qu'une déroute: avec 6,3% au premier tour de la présidentielle, Benoît Hamon a subi une humiliation historique. «Un désastre», «une défaite morale», «une meurtrissure», a lui-même reconnu le député des Yvelines dans son discours prononcé juste après 20 heures, devant une salle de la Mutualité sous le choc.

Ce lieu parisien, où se sont écrites tant de pages glorieuses de l'histoire de la gauche française, s'est vidé de ses occupants quelques minutes à peine après l'allocation du candidat. Comme un sauve-qui-peut général, un exode sous la honte et sans destination finale, pendant que des petites mains de l'équipe de campagne décrochaient des murs les affiches «Hamon 2017», devenues aussitôt des vestiges pour spécialistes de l'iconographie socialiste.

Au cours de cette éphémère soirée, on a compté sur les doigts d'une main les responsables socialistes présents. Outre sa garde rapprochée au sein du PS, n'étaient là pour applaudir Benoît Hamon que des militants du Mouvement des jeunes socialistes et quelques figures de la société civile qui avaient intégré son staff opérationnel. Une réception à l'image du Parti socialiste d'aujourd'hui: aux abonnés absents.

En 2012, le PS avait tous les pouvoirs politiques, de l'Élysée jusqu'au Sénat, en passant par l'Assemblée nationale et la majorité des régions et des grandes villes. Cinq ans plus tard, il n'a plus rien ou presque, balayé jusque dans ses bastions historiques. En un quinquennat, le parti à la rose a tout perdu. Avec son score, Benoît Hamon frôle le triste record de Gaston Defferre à la présidentielle de 1969 qui avait collecté 5,01% et signé l'acte de décès de la SFIO.

A sa façon, l'ancien ministre de l'éducation nationale a signé dimanche soir la mort du PS d'Épinay, fondé par François Mitterrand en 1971. Le parti avait réussi à se relever du «coup de tonnerre» provoqué par l'élimination de Lionel Jospin dès le premier tour de la présidentielle en 2002, avec 16,18% derrière Jean-Marie Le Pen et Jacques Chirac. Mais on imagine mal comment il va pouvoir se remettre d'un second 21 avril en quinze ans, décuplé cette fois par la relégation de Benoît Hamon à la cinquième place du scrutin.

«Un beau bordel»

Vainqueur par surprise de la primaire à gauche en janvier – avec 36% au premier tour et 58,8% au second face à Manuel Valls –, l'ancien frondeur n'a pas réussi à passer la marche de la présidentielle. Trop haute pour lui. «J'assume sans me défaire», a-t-il déclaré dimanche soir. Mais ses partisans, eux, accusent sans fard le bilan du quinquennat de François Hollande pour justifier la défaite. «2017 était attendu comme un désastre politique, on n'a pas réussi à déjouer la malédiction», explique le député de la Nièvre, Christian Paul. «On a été rattrapé dans l'électorat de gauche par le poids

«2017 était attendu comme un désastre politique, on n'a pas réussi à déjouer la malédiction»

CHRISTIAN PAUL
député PS de la Nièvre

du quinquennat, on n'a pas réussi à passer au-dessus du mur institutionnel, il était plus haut qu'on ne le pensait», appuie le codirecteur de campagne Mathieu Hanotin, député de Seine-Saint-Denis. «N'importe quel autre candidat aurait eu les mêmes difficultés. Il était impossible d'être audible et crédible à gauche après Hollande», conclut Guillaume Balas.

Ecartelé dans les sondages entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, plombé par les défécations quasi quotidiennes de socialistes au profit du candidat d'En marche!, Benoît Hamon n'a pas su trouver la formule magique pour exister. Malgré ses idées neuves pour amortir la «fin du travail», impulser la «transition écologique» ou fonder une nouvelle République, il a été la vic-

time du double tir électoral du «vote utile» à gauche face aux repoussoirs Marine Le Pen et François Fillon. «Les électeurs de gauche ont considéré qu'entre Macron et Mélenchon, il n'y avait plus rien», se désole le député européen Emmanuel Maurel.

«On ne s'interdit rien»

Et maintenant? Fidèle à ses habitudes, le PS espère régler ses conflits de famille à l'intérieur de conclaves politiques. Lundi matin, était programmé un bureau national extraordinaire du parti pour tirer les enseignements de la présidentielle et préparer les législatives à venir en juin. «Ça va être un beau bordel», résumait un dirigeant socialiste avant même les résultats du premier tour. Défait, Benoît Hamon n'a pas pour autant l'intention d'être enterré. «Je ne désertterai jamais», a-t-il prévenu dimanche soir, estimant que sa «campagne fondatrice» l'inscrivait dans le futur de la gauche. «Vous attendez une renaissance. Ce soir elle est douloureuse, demain elle sera féconde», a-t-il promis à ses partisans.

Mais le candidat battu, y compris dans son fief de Trappes où il termine deuxième derrière Jean-Luc Mélenchon, sait qu'il n'échappera pas au procès de l'appareil

socialiste contre sa campagne. Au point de s'interroger sur son avenir au sein du PS. Avec ses amis, le député des Yvelines rêve d'inscrire dans la durée l'alliance «socialiste et écologiste» qu'il a scellée à la présidentielle avec Cécile Duflot et Yannick Jadot. «Il faut réussir à l'avenir à combiner les idées des écologistes et la culture du pouvoir des socialistes pour de nouveau parler au mouvement social et citoyen», résume la députée d'Europe Écologie-Les Verts.

Cet éventuel label a-t-il sa place à l'intérieur du PS ou en dehors? «On ne s'interdit rien», répondent les hamonistes. Au point de réfléchir à investir des candidats aux législatives dans une cinquantaine de circonscriptions face à des socialistes qui soutiennent Emmanuel Macron. Une manière de toucher les subventions de l'État si ces candidats atteignent le seuil de 1% des suffrages exprimés, et de se constituer un magot financier pour l'après. Mais difficile d'envisager de construire cette nouvelle gauche sans passer par une entente avec l'insoumis Mélenchon, rendu incontournable par son résultat à la présidentielle.

A l'inverse, l'ancien premier ministre Manuel Valls n'écarte pas de créer sa propre «maison des progressistes» pour poser les bases

d'une majorité électorale et gouvernementale avec Emmanuel Macron, si celui-ci est élu à l'Élysée. Un mariage que critiquent le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, mais également le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, proche de François Hollande.

Les deux plaident pour un PS autonome et le plus fort possible aux législatives pour peser dans les futurs rapports de force à l'Assemblée nationale. Sans oublier la maire de Paris, Anne Hidalgo, qui a l'intention de «[s']impliquer» dans «la refondation» de la gauche et du PS, loin d'Emmanuel Macron, mais proche d'une coalition rose-rouge-vert avec des écologistes et des communistes. Autant de stratégies qui préfigurent un PS façon puzzle dans les prochains mois, et un risque d'éclatement de plus en plus probable.

Début avril, Benoît Hamon a reçu le soutien du chanteur breton Miossec. Il y a dix ans, l'artiste breton avait composé une chanson, «On était tellement de gauche», aux rimes désormais prophétiques pour le PS de 2017: «On était tellement de gauche/Aujourd'hui, on ne sait plus/On compte les plaies, les bosses/Tout ce qu'en marche on a perdu.»

BASTIEN BONNEFOUS

Hollande devrait rapidement appeler à voter Macron

A QUOI PENSE-T-IL devant la télévision, branchée sur TF1? Il est 20 heures, dimanche soir. Debout, adossé à son bureau, au premier étage de l'Élysée, les mains derrière le dos, François Hollande regarde les visages d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen s'afficher sur l'écran plat. A quoi pense-t-il, ce président qui fut incapable de se présenter à un second mandat et voit triompher son ancien conseiller, âgé de 39 ans, jamais élu auparavant, inconnu il y a encore trois ans?

«C'est difficile d'avoir un successeur, de laisser la place à un héritier, un fils, on ne choisit pas...», confiait-il la semaine dernière, alors qu'un visiteur évoquait la nuit de la mort de Georges Pompidou, ces folles heures au cours desquelles le conseiller politique du président défunt, Pierre Juillet, avait fait forcer le coffre-fort

du palais à la recherche d'un éventuel testament politique, en vain.

C'est difficile d'avoir un successeur... Mais fidèle à lui-même, François Hollande n'a rien laissé paraître dimanche soir. Après avoir voté à Tulle, il est rentré à Paris en Falcon pour suivre les résultats dans son bureau, entouré de ses proches collaborateurs, Gaspard Gantzer (communication), Bernard Rullier (Parlement), Jean-Pierre Hugues (directeur de cabinet), Jean-Pierre Jouyet (secrétaire général), Constance Rivière (culture) et Vincent Feltesse, l'ex-conseiller politique parti à la Cour des comptes, revenu pour l'occasion. Également présents pour cette étrange soirée: la ministre de la culture, Audrey Azoulay, trois photographes et deux dessinateurs de BD, derniers mémorialistes d'un règne finissant.

M. Hollande est ensuite descendu un moment dans le salon Murat où les membres de son cabinet avaient été conviés à suivre la soirée électorale. Puis il est remonté dans son bureau pour téléphoner à plusieurs responsables, dont le premier ministre, Bernard Cazeneuve. Il avait appelé M. Macron dès 20 h 15 pour le féliciter. Il s'exprimera en début de semaine, pour appeler à voter pour le candidat d'En marche! et «faire barrage à l'extrême droite». «L'enjeu de ce deuxième tour, c'est que le FN fasse le score le moins élevé possible», confie un proche.

Une part de la victoire

Le chef de l'État a constaté avec surprise que Jean-Luc Mélenchon n'avait pas appelé à voter pour le candidat d'En marche. Il a également pris note de la défaite

historique du candidat du PS, Benoît Hamon (6,3%), qui fait à peine mieux que Gaston Defferre en 1969 (5%). «Hamon a pâti du vote utile, analyse un proche du président. Et il n'a pas su rassembler.»

Alors que M. Hollande a nourri une véritable amertume à l'égard de M. Macron, qui lui doit son parcours fulgurant à l'Élysée puis à Bercy, il préfère désormais revendiquer une part de la victoire. «Ce premier tour est une satisfaction pour le président qui voit un ancien ministre, l'un de ses proches, en mesure de remporter la présidentielle», assure un fidèle du chef de l'État. «Après cinq ans de hollandisme, le PS n'existe plus et le FN se retrouve au second tour de la présidentielle, quel beau bilan, vraiment!» préfère ironiser tristement un député socialiste.

SOLENN DE ROYER

La défaite de Fillon aggrave les fractures de la droite

Les Républicains comptent sur les élections législatives pour effacer l'échec de leur candidat

Une véritable humiliation. Pour la première fois sous la V^e République, la droite se retrouve éliminée dès le premier tour de l'élection présidentielle, dimanche 23 avril. Avec un score de 19,9 %, le candidat Les Républicains (LR) François Fillon se classe troisième, sèchement battu par celui d'En marche! Emmanuel Macron (23,9 %) et la présidente du Front national (FN) Marine Le Pen (21,4 %), ne dépassant le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon que de très peu (19,6 %). Un résultat largement inférieur aux 27,18 % obtenus par Nicolas Sarkozy en 2012, alors qu'il était président sortant. M. Fillon a reconnu sa défaite, dimanche 23 avril. «*J'assume mes responsabilités. Cette défaite est la mienne et c'est à moi et moi seul qu'il revient de la porter*», a-t-il déclaré devant ses partisans réunis à son QG de campagne, en admettant : «*Malgré tous mes efforts et ma détermination, je n'ai pas réussi à vous convaincre.*»

L'ancien premier ministre de M. Sarkozy sort par la toute petite porte. Si cette claqué électorale pourrait signer la fin de sa carrière, démarrée en 1981, il n'a pas pour autant annoncé son départ de la vie politique, comme l'avait fait le socialiste Lionel Jospin le 21 avril 2002, lorsqu'il était arrivé troisième au premier tour, derrière le candidat de la droite, Jacques Chirac, et le fondateur du FN, Jean-Marie Le Pen. Désormais, l'avenir du Sarthois s'annonce chaotique : mis en examen dans le cadre de l'enquête sur les soupçons d'emplois fictifs de son épouse et de deux de ses enfants, il reste poursuivi par la justice et va devoir rendre des comptes à sa famille politique.

Son échec cuisant constitue un véritable séisme pour la droite, qui pensait l'alternance quasi-garantie au soir du second tour de la primaire, le 27 novembre 2016. Après sa victoire surprise, M. Fillon était crédité de 32 % dans les sondages et faisait figure de grand favori face à une gauche atomisée et un FN en embuscade.

Humiliations publiques

Mais, pour le député de Paris, rien ne s'est passé comme prévu dans cette campagne, qui s'est transformée en chemin de croix. Après avoir pâti de divisions internes et braqué une partie de l'opinion avec son projet de réforme de la Sécurité sociale, l'ex-premier ministre s'est retrouvé lourdement entravé à partir du 24 janvier, jour où *Le Canard enchaîné* a révélé les soupçons d'emplois fictifs pesant sur sa femme Penelope. La suite s'est transformée en calvaire : l'ouverture d'une enquête judiciaire, une mise en examen, d'incessantes révélations sur son rapport à l'argent – en particulier l'affaire des costumes. De quoi brouiller l'image de cet homme qui avait fait de la probité l'un de ses marqueurs. L'émoi causé par ses ennuis judiciaires a rendu sa campagne quasi inaudible, avec des mee-

tings perturbés par des concerts de casseroles, des slogans hostiles – «*Rends l'argent!*», «*Fillon en prison!*» – et des humiliations publiques : jet d'œufs au Pays basque ou enfarinage lors d'un meeting à Strasbourg. «*Les obstacles mis sur ma route étaient trop nombreux, trop cruels...*», a-t-il déploré dimanche soir.

Au soir de cette déroute, à l'exception de la sénatrice Caroline Cayeux, en larmes, aucun élu ou militant ne semblait effondré. Certains se montraient même presque soulagés d'en finir avec cette séquence où l'héritier de Philippe Seguin aura tenu une ligne droitiste et populiste, à contre-courant de son positionnement historique. Pour sauver sa candidature, il s'est posé en victime d'un supposé complot associant la presse, la justice et le pouvoir. Quitte à remettre en cause l'indépendance de la justice et la liberté de la presse.

«Une sorte d'empêchement»

Son obstination a eu pour effet de fracturer lourdement l'unité de son parti. Sa décision de maintenir sa candidature – malgré sa promesse de se retirer en cas de mise en examen – a entraîné le départ de nombreux élus de son camp, en particulier les partisans d'Alain Juppé et de Bruno Le Maire. Se comparant à «*un combattant balafre*», M. Fillon s'était dit malgré tout convaincu de pouvoir faire mentir les sondages, qui le donnaient éliminé dès le premier tour, et les médias qu'il a accusés de vouloir le «*lyncher*». Mais le poids des affaires était trop lourd. Après l'avoir emporté à la primaire en grande partie grâce à son image de «*M. Propre*» de la politique, les soupçons d'emplois fictifs l'ont plombé.

Au point d'être perçu à partir de début février comme le moins honnête des onze candidats, le moins sympathique et celui qui comprend le moins les problèmes des gens. «*Ça n'a pas été une campagne, ça a été un procès*», a dénoncé Bruno Retailleau, le coordinateur de sa campagne, rejoint par Hervé Novelli, proche du candidat : «*Fillon a fait l'objet d'une sorte d'empêchement à cause des affaires.*»

Une version loin d'être partagée par tous les ténors. La plupart ont rejeté la faute de cet échec sur le candidat. «*Ce n'est pas la droite et le centre qui ont perdu, c'est François Fillon qui a perdu*», a tranché Eric Woerth, l'un des piliers de la campagne. «*C'est un désastre pour la famille politique que je représente. Cette élection, on aurait dû la gagner évidemment*», a-t-il lâché. «*C'était une élection imperdable qui s'est transformée en une élection ingagnable*», a également regretté Brice Hortefeux, résumant le sentiment dominant dans les rangs de LR, où certains ont commencé à instruire le procès du perdant.

Un parti écartelé

«*Il y a eu énormément d'erreurs*», a jugé M. Baroin. «*Il aurait fallu articuler nos critiques contre Macron plus tôt et attaquer davantage Marine Le Pen*», a estimé Hervé Mariton. Damien Abad, lui, s'en prenait à «*une fin de campagne trop à droite*» avec le poids pris par Sens commun aux côtés de M. Fillon. C'est «*une défaite morale, historique de la droite*», a tranché Rachida Dati. Remonté, Jean-François Copé a dénoncé un «*fiasco lamentable*», qui nécessite «*une grande reconstruction de la droite française*».

Après deux échecs successifs à la présidentielle, la droite se re-

trouve en lambeaux. Outre le fait que LR n'a plus de leader attiré après les mises en retrait de M. Sarkozy, M. Juppé et désormais M. Fillon, le parti est écartelé entre ceux qui lorgnent vers M. Macron et ceux, incarnés par Laurent Wauquiez, qui se situent à la lisière du FN.

La question du leadership

Dès lors, qui va mener la campagne des législatives? Qui va reprendre le parti? Sur quelle ligne idéologique? Ces questions stratégiques devaient être au menu du comité politique de LR convoqué lundi à 10h30, puis du bureau politique, à 17 heures. Les discussions pourraient être animées, mais il n'est pas sûr que la droite se déchire dès le lendemain

Jean-François Copé dénonce un «fiasco lamentable», qui nécessite «une grande reconstruction de la droite»

du naufrage de M. Fillon. Même si une profonde remise en cause semble inévitable, elle pourrait être tentée de repousser les débats les plus épineux – en particulier la question du leadership – à l'après-législatives. Certains, comme Damien Abad, plaident

pour la constitution d'une direction collégiale, où les principaux dirigeants – Laurent Wauquiez, François Baroin, Xavier Bertrand, Bruno Le Maire ou Nathalie Kosciusko-Morizet – seraient représentés. En attendant les 11 et 18 juin, LR a intérêt à serrer les rangs – au moins en apparence – afin de ne pas pénaliser ses candidats qui veulent sauver leur siège.

Car le parti rêve de prendre sa revanche dans les urnes après l'échec de la présidentielle. «*Ne vous dispersez pas, restez unis et déterminés*» pour cette échéance, a d'ailleurs lancé M. Fillon à ses troupes. Dès dimanche soir, plusieurs dirigeants ont fixé le cap sur cette élection, en jugeant possible d'obtenir le groupe le plus important à l'Assemblée natio-

nale. «*Nous allons créer les conditions d'une alternance politique*», a déclaré M. Baroin, qui fait figure de favori pour conduire la bataille des législatives, en assurant que LR allait «*bloquer l'accord électoral*» avec l'UDI pour ce scrutin.

«*Il faut se mobiliser dès maintenant pour les législatives*, a dit le chef de file des députés LR, Christian Jacob. *J'ai le sentiment que nos idées restent majoritaires dans notre pays.*» Même message de M. Copé : «*Dès le lendemain de la présidentielle, c'est mobilisation générale pour gagner le maximum de sièges aux législatives.*» Avec l'espoir d'imposer une cohabitation à M. Macron, en cas d'accession du candidat d'En marche! à l'Elysée. ■

ALEXANDRE LEMARIE

LA VOLAILLE FRANÇAISE

BON POUR
JÉRÉMIE
BON POUR
MON PAYS

Faites le bon choix
avec la Volaille Française
et rejoignez-nous sur
jaimelavolaille.fr



La Volaille Française,
ça se défend!

«J'assume mes responsabilités. Cette défaite est la mienne et c'est à moi et moi seul qu'il revient de la porter»

FRANÇOIS FILLON
candidat LR

Jean-Luc Mélenchon rate sa soirée

Le candidat de La France insoumise s'est refusé, pour le moment, à donner une consigne de vote

Il y a des jours où l'histoire bégaie et semble condamnée à se répéter. Dimanche 23 avril, il règne un air de déjà-vu au Belushi's, près de la Gare du Nord, à Paris, où Jean-Luc Mélenchon a réuni ses partisans. Ce n'est plus la place Stalingrad et le froid pluvieux de 2012, mais l'ambiance est la même et la tristesse succède à la joie. « Je suis dégoûtée ! Dans quinze jours, je n'irai pas voter », lâche, amère, une jeune femme.

Comme elle, tous se voyaient déjà au second tour. Le candidat de La France insoumise leur avait répété ces derniers jours qu'il était « prêt » et que la « qualification » était à portée de main. Son équipe avait commencé à chercher des salles pour l'entre-deux-tours et un accord financier de principe avait été acté avec une banque pour gonfler son budget de campagne.

Avec 19,6 % des suffrages, Jean-Luc Mélenchon termine de nouveau à cette fichue quatrième place. Son score n'a cependant rien à voir avec celui de 2012 (11,1 %) et la progression est spectaculaire.

Au Belushi's, malgré la fierté, la déception est palpable. Elle mettra cependant de longues minutes à s'installer. Quand tombent, peu après 20 heures, les premières estimations, c'est la confusion qui règne. Emmanuel Macron et Marine Le Pen arrivent en tête. François Fillon et Jean-Luc Mélenchon sont, eux, donnés à égalité. À l'extérieur, la foule venue acclamer son champion ne se résigne pas. Massés derrière des barrières, les « insoumis » scandent le mot d'ordre de cette campagne : « Résistance ! Résistance ! » Un peu plus tôt, une Marseillaise avait été entonnée.

« Médiaocrates » et « oligarques »

La réaction des proches du candidat n'arrange rien. Le nez sur son téléphone, Gabriel Amard, un des lieutenants du député européen, partage ses doutes. « Ce n'est pas les remontées que j'ai. Je n'arrive pas à comprendre qu'on tue le match entre Marine Le Pen et Mélenchon, il y a quelque chose qui cloche. » À 21 heures, le candidat appelle sur Facebook à « la prudence » : « Nous ne validons pas le score annoncé sur la base des sondages », indique-t-il.

Ce n'est qu'une heure plus tard, une fois que ses concurrents se sont déjà exprimés, que M. Mélenchon prend la parole. La gorge serrée par l'émotion, comme sonné, le cofondateur du Parti de gauche (PG) semble d'abord reconnaître à demi-mot sa défaite.



Jean-Luc Mélenchon devant le Belushi's, à Paris, où étaient réunis ses partisans, dimanche. CYRIL BITTON/FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

« Le résultat annoncé depuis le début de la soirée n'est pas celui que nous espérons », déclare-t-il, s'empresant d'ajouter de manière déconcertante : « En toute hypothèse, ce ne sera pas celui qui a été annoncé qui sera le bon. Le ministère de l'Intérieur a réservé sa déclaration jusqu'à ce soir minuit. »

Il s'en prend alors aux « médiaocrates » et « oligarques » qui « jubilent ». « Rien n'est si beau pour eux qu'un second tour entre deux candidats qui approuvent et veulent prolonger les institutions actuelles, qui n'expriment aucune prise de conscience écologique (...) et qui, les deux, comptent s'en prendre, une fois de plus, aux acquis sociaux

« En toute hypothèse, ce ne sera pas le résultat qui a été annoncé qui sera le bon »

JEAN-LUC MÉLENCHON
candidat La France insoumise

plus élémentaires du pays », dénonce-t-il, renvoyant dos à dos les deux finalistes annoncés.

Celui qui avait fait en 2012 du « front contre front » sa priorité refuse de donner à cette heure une consigne de vote. Il s'en remet aux plus de 400 000 personnes qui ont « appuyé » sa candidature sur sa plate-forme Internet. Ces dernières seront consultées sur le choix à faire : glisser un bulletin Macron, s'abstenir, voter blanc, ne rien dire. Le résultat devrait être annoncé mardi. « Qui peut douter un instant de notre envie de battre le FN ? », s'agace Sophia Chikirou, la directrice de communication de M. Mélenchon. La France insoumise sera la première force d'opposition si Macron est élu le 7 mai.

Avant de s'éclipser, le candidat prend le temps de saluer ses troupes. « A vous, jeunes gens, de reprendre le flambeau à l'endroit où je vous l'aurai tendu, donné », lance-t-il à ses soutiens, sous les applaudissements. Un dernier mot pour tracer un lien entre aujourd'hui et demain.

Car plus que jamais se pose la question de l'avenir. Avec ses 19,6 % des suffrages, M. Mélen-

chon rate certes le second tour mais réalise une vraie performance. Mieux que le communiste Georges Marchais qui, en 1981, avait obtenu 15,3 % des voix. De quoi conforter le candidat dans ses intuitions.

« Dégagisme »

Tirant les leçons de l'incapacité du Front de gauche à incarner dans les urnes l'alternative à M. Hollande, M. Mélenchon choisit de partir seul, sans le Parti communiste, dès février 2016, sous les couleurs de La France insoumise. Un nouveau mouvement entièrement construit autour de sa candidature. Persuadé que, désormais, il ne s'agit plus de « rassembler la gauche » mais de « fédérer le peuple contre l'oligarchie », il cherche à attirer les « dégoûtés » de la politique.

Le candidat de La France insoumise a sans doute contribué à contenir la poussée du FN, en captant une partie de la protestation qui aurait pu se tourner vers Marine Le Pen. Rapidement, ses réunions publiques font le plein et son concept de « dégagisme » s'impose dans les esprits.

Sa campagne, construite autour de coups d'éclats comme les meetings en hologramme, restera comme l'une des plus dynamiques de cette campagne. « Ce que l'on a accompli est extraordinaire et personne n'enlèvera les graines qu'on a mises dans la tête de tous ces gens », assure Corinne Morel-Darleux, une dirigeante du PG.

Le résultat de M. Mélenchon est d'autant plus impressionnant qu'il finit treize points devant le socialiste Benoît Hamon. Et se paie la petite satisfaction d'arriver en tête à Evry, fief de l'ancien premier ministre, Manuel Valls. De quoi réaliser l'objectif initial qu'il s'était fixé : battre ses anciens camarades du PS.

Cela le place en position centrale à gauche mais parviendra-t-il à transformer l'essai ? Chacun a en tête 2012 où le Front de gauche n'avait pas su concrétiser aux législatives les 11,1 % de la présidentielle. Seuls dix députés de la gauche radicale avaient fait leur entrée à l'Assemblée nationale contre dix-neuf dans la précédente mandature.

Ce qui a fait la force de M. Mélenchon dans cette présidentielle

La présidentielle le place en position centrale à gauche, mais parviendra-t-il à transformer l'essai ?

pourrait bien devenir sa faiblesse. Qu'en sera-t-il pour ses 577 candidats aux législatives, pour la plupart novices en politique ? « Il n'y a pas de raison qu'un bulletin France insoumise à la présidentielle ne se transforme pas en bulletin France insoumise aux législatives », veut croire M. Amard. Pourtant, rien n'est réglé dans un contexte particulièrement difficile pour la gauche, surtout si elle part en ordre dispersé.

Pour l'heure, si rien ne bouge, les « insoumis » de M. Mélenchon affronteront des candidats communistes mais aussi socialistes et écologistes. Certes, M. Mélenchon se retrouve en position de force vis-à-vis du PCF qui l'a soutenu à la présidentielle mais qui refusait jusqu'à présent ses conditions pour les législatives.

« Il peut prendre le leadership à gauche », note Marie-Pierre Vieu, une dirigeante communiste. Mais il aura besoin de forces rassemblées. Une autre façon de dire qu'il faudra jouer plus collectif. Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, partage ce point de vue mais le nuance : « Mélenchon a bousculé les cadres existants et Hamon, en tissant son alliance avec les Verts, a montré que 1 + 1 n'égal pas forcément 2. »

Dans la soirée, les proches de M. Mélenchon refusaient d'évoquer l'avenir personnel de l'ex-séateur. « Un candidat qui est proche de 20 % est incontournable dans le paysage politique », prévenait son directeur de campagne, Manuel Bompard.

Il y a cinq ans, M. Mélenchon avait choisi d'affronter aux législatives M^{me} Le Pen à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), où il essuya une sévère défaite. Fera-t-il le choix de se présenter en juin ? Des rumeurs l'ont annoncé chez l'ex-secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, en Seine-Saint-Denis, ou à Montreuil, dans le même département, où son porte-parole, Alexis Corbière, est candidat. Des circonscriptions ancrées à gauche où il aurait, cette fois, bien plus de chances d'être élu. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES

La belle opération de Nicolas Dupont-Aignan

Avec près de 1,7 million de voix, le candidat de Debout la France a presque triplé son score de l'élection présidentielle de 2012

Il a frôlé son objectif inavoué. À l'issue du premier tour de la présidentielle, Nicolas Dupont-Aignan atteignait 4,7 % des suffrages, dimanche 23 avril. Briguant pour la deuxième fois la magistrature suprême, il était à un cheveu du seuil fatidique des 5 %, donnant droit au remboursement des frais de campagne. Il est en tout cas devenu, pour un soir, le Jean-Pierre Chevènement de François Fillon, empêchant probablement l'ancien premier ministre d'être qualifié pour le second tour.

Le candidat de Debout la France a ainsi réussi à attirer à lui des électeurs du député de Paris, écœurés par la litanie des révélations sur les emplois fictifs présumés dont aurait bénéficié sa famille. Un certain nombre d'électeurs qui avaient voté pour l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy à la primaire se

sont laissé tenter. Le député de l'Essonne a aussi convaincu des électeurs de la présidente du Front national, Marine Le Pen, qui ont trouvé dans son discours un souverainisme qui leur parle.

Appel du pied de Philippot

Dimanche, à l'arrivée à son QG, rue de l'Université, le candidat savourait à l'évidence sa performance du premier tour, triplant pratiquement son score de 2012. Costume et cravate bleus, drapeau tricolore en pin's, il est apparu rayonnant devant ses troupes. « Nous assistons ce soir à l'effondrement mérité des partis qui ont gouverné depuis trente ans et qui nous ont fait tant de mal. Malgré la tyrannie des sondages, l'inégalité du temps de parole, vous avez été près de 2 millions à m'apporter votre vote, a lancé M. Dupont-Aignan aux militants qui scandaient son prénom. Je

suis fier que nous ayons fait passer nos idées, notre amour de la France. »

Après avoir attendu, un peu inquiets, les premiers résultats, les sympathisants exultaient. « C'est incroyable, nous avons presque fait jeu égal avec le PS. Maintenant on ne peut plus nous traiter de petit candidat », lançait Frédéric M., salarié d'une ONG de solidarité internationale. Certains avaient fait le déplacement de loin pour assister à la soirée électorale. Alexandre Barbiaux, auxiliaire de puériculture, se disait « très fier du parcours » de son candidat : « On peut appeler cela un score dérisoire, mais 5 % après une très bonne campagne, c'est vraiment fort. » Même enthousiasme chez Nadine Nicolas, retraitée de Grenoble : « Cela va asseoir notre mouvement et donner une dynamique pour les législatives », veut-elle croire.

Nicolas Dupont-Aignan entend, en tout cas, peser un peu plus à droite. D'abord pour le second tour. Le candidat souverainiste n'a pas donné de consigne de vote dimanche soir. Il a précisé qu'il réunirait les instances de son parti lundi. Ensuite, il prendra son temps : « Je prendrai position dans les jours qui viennent, sans précipitation », a-t-il assuré, entretenant un flou savamment dosé. M. Dupont-Aignan a simplement ajouté qu'il le ferait « en gaulliste libre et en prenant en compte l'intérêt supérieur de la nation ».

Difficile pour l'heure de savoir de quel côté il penchera, mais ses troupes ne cachaient pas leur détestation d'Emmanuel Macron, sifflant allégrement le candidat d'En marche ! quand il est apparu sur les écrans. Au même moment, le vice-président du FN, Florian Philippot, lui faisait un appel du pied en lui demandant

d'« être cohérent » : « Nous partageons ensemble ce gaullisme, cet amour de la France et je pense qu'il sera cohérent au second tour. »

Nicolas Dupont-Aignan veut aussi sortir de son rôle de paria de la droite. Il a assuré dimanche qu'il entendait « consolider » son parti. « La situation politique m'oblige à tout faire pour reconstruire une vie politique en mor-

ceaux. Nous avons un beau projet patriotique, humaniste et républicain », a-t-il ajouté, appelant les électeurs de droite à le rejoindre pour « préparer les échéances à venir ». Avec d'abord en ligne de mire les législatives. Mais aussi – surtout ? – la crise à venir chez les Républicains après la défaite de François Fillon. ■

SYLVIA ZAPPI

Lassalle, premier chez les « petits »

Il voulait être la « surprise de la journée ». Jean Lassalle a atteint 1,2 % au premier tour, devançant Philippe Poutou, candidat du NPA. Le député des Pyrénées-Atlantiques a réussi à être le premier des petits candidats. Il a déclaré sur Twitter que ce résultat était « un formidable signal d'espoir pour la France et pour une certaine idée de la civilisation ». Philippe Poutou n'a pas réussi à capitaliser sur sa percée médiatique lorsqu'il a visé François Fillon et Marine Le Pen à propos des affaires qui les touchent. Avec 1,1 %, il devance François Asselineau (Union populaire républicaine), qui atteint 0,9 %, Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière) 0,6 % et Jacques Cheminade (Solidarité & Progrès) 0,2 %.

« Je me suis décidée il y a vingt minutes »

L'incertitude a poursuivi les électeurs jusque dans l'isoloir, au fil d'une journée de vote pas comme les autres



A Melle (Deux-Sèvres), dimanche 23 avril. CAMILLE MILLERAND POUR « LE MONDE »



A Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), le 23 avril. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

RÉCIT

LAVAL, TOULOUSE, LILLE, VILLEURBANNE (RHÔNE), MELLE (DEUX-SÈVRES), MARSEILLE, BESANÇON - envoyés spéciaux

Paizay-le-Tort (Deux-Sèvres) compte quelque 480 habitants, un presbytère réaménagé en salle du conseil municipal. Et beaucoup d'indécis. C'est que cette campagne présidentielle, « c'a été le bazar », souligne Jean Ingrand, 70 ans, agriculteur à la retraite. « Pour ne pas dire autre chose », euphémise sa femme, Ghislaine. Tous deux votaient à droite. La mise en examen de François Fillon les a détournés de leur chemin tracé depuis des lustres. Lui a voté blanc. Son épouse a choisi Emmanuel Macron. In extremis, « en venant » aux urnes. « Faut bien prendre une décision. Quand vous arrivez là, vous êtes au pied du mur », sourit-elle.

La veille au soir ou le matin même, dans les files d'attente, voire dans l'isoloir, dimanche 23 avril, il a bien fallu que, partout en France, se décident ces bataillons d'indécis qui rendaient le scrutin (très) incertain, à force d'osciller entre le cœur et la raison, le vote « utile » – mais lequel ? – ou de conviction. Au moins en ont-ils fini désormais avec ces atermoiements, et ces interminables prises de tête – et de bec – qui ont provoqué tant de migrations et de discussions sans issue.

« On en a beaucoup parlé avec mon mari jusqu'à hier soir tard, soupirait Flore Deron, enseignante en français dans un lycée agricole de Melle (Deux-Sèvres). Ça fait deux semaines qu'il me gonfle à me dire : "Bon alors, faut qu'on se décide." Bilan, je crois qu'on ne votera pas la même chose, alors que d'habitude, oui. Je vais voter Mélenchon et mon mari, je pense, votera Hamon. » Dans la salle du Tapis vert, qui abrite deux des trois bureaux de vote de Melle, elle a voté sans être sûre d'avoir fait le bon choix. « Je ne peux pas supporter Mélenchon... et je viens de voter pour lui. Tu la place de Hamon dans les sondages, je me suis dit que si c'était pour voter pour lui, autant ne pas me lever ce matin. »

Au sortir du bureau de vote, il y a parfois ce goût amer de s'être prononcé par défaut. Ou la crainte de s'être laissé dicter son choix. « J'ai le sentiment d'avoir été prise en otage », raconte Sandrine Larnaud, 43 ans, qui a voté dans une commune périphérique de Besançon. Par les sondages, par les candidats avec leur marketing et leurs chantages, par la nullité de cette campagne. »

Sandrine ne s'en cache pas, elle a changé d'avis à plusieurs reprises. « J'ai eu mon moment Poutou,

« J'ai eu mon moment Poutou. J'ai aussi pensé à Lassalle. Puis j'ai pris conscience du fait qu'il fallait être sérieux »

SANDRINE LARNAUD
qui a voté près de Besançon

j'avais envie de le remercier pour avoir balancé ses vérités à Le Pen. Comme plein d'amis, j'ai aussi pensé à Jean Lassalle, ça me plaisait, ce rêveur en vadrouille. Et puis, j'ai pris conscience du fait qu'il fallait être sérieux, bien que l'impression d'être piégée me soit insupportable. Benoît Hamon m'a paru sincère mais vraiment pas taillé pour le rôle. Mélenchon m'inquiète. J'ai fini par voter Macron. Sans avoir trop confiance. »

« Je regarde pas trop la politique » D'autres s'en sont remis au conseil de leur entourage. A Melle, Florian Chaignau, 19 ans, a suivi le conseil de sa mère. « C'est elle qui m'a dit de venir voter, parce qu'elle trouve que c'est quand même un devoir. Moi je pensais que ça ne me servait pas à grand-chose », admet, dans un sourire gêné, cet étudiant en carrosserie peinture dans un lycée professionnel. Les affaires, les rebondissements de la campagne ? « Je ne regarde pas trop la politique », coupe le jeune homme.

Même des élus ont été désarmés. Electrice de Bayrou en 2012, Jacqueline Bouchet, 75 ans, maire (sans étiquette) de Paizay-le-Tort, a parlé avec ses enfants. Et aussi consulté son gendre, qui a eu gain de cause. « A table pour un anniversaire ou quelque chose comme ça, il m'a dit : "Faut pas disperser les voix, l'enjeu est trop difficile, il faut voter utile, il faut voter Macron." » M^{me} Bouchet a fait ce choix.

Rodolf R., 18 ans, a lui aussi consulté ses proches. Mais il n'y a pas vu plus clair. Ses parents travaillent à l'étranger, il vit seul à Toulouse. Casquette enfouée sur la tête, sac à dos et baskets, l'étudiant en première année de biologie confie être « un peu perdu » dans ce bureau de vote du centre-ville. Les bulletins de tous les candidats à la main, il ne sait pas lequel glisser dans l'enveloppe. « Ma mère vote Le Pen et m'a conseillé de faire pareil, mais je sais pas, je suis pas convaincu... Mes amis, eux, me conseillent de voter Mélenchon ou Hamon. »

Dimanche matin, Rodolf R. a appelé sa grand-mère pour prendre conseil. « Elle, c'est Macron ». Il ressort du bureau quelques mi-

nutes plus tard. Alors ? Il marque un silence, comme un peu gêné. « Ben du coup, j'ai voté Le Pen. J'ai réfléchi quand j'étais dedans, franchement j'étais comme ça », dit-il en balançant ses mains.

Fillon, Macron, Fillon... Jusqu'au bout, Laure, Lavalloise de 47 ans, a hésité. « Jusqu'à ce matin », confie-t-elle. Pendant longtemps, cette mère de famille a eu un champion : François Fillon. Puis vinrent les affaires. « Ça m'a branlée, je me suis dit que je ne pouvais pas voter pour quelqu'un qui était mis en examen. » Elle a alors penché pour Emmanuel Macron.

Mais à la dernière minute, c'est finalement un bulletin Fillon que Laure a glissé dans l'urne. « Ça me rend folle de voter pour quelqu'un qui est mis en examen, mais je me suis dit que Macron n'aurait pas de majorité et qu'il fallait voter pour quelqu'un qui puisse faire ce qu'il a dit. » Elle reconnaît avoir été influencée par son entourage, qui vote majoritairement à droite.

Quand personne ne suscite d'enthousiasme, on procède par élimination. « L'extrême droite, ce n'était pas possible. Fillon, non plus... Mélenchon est trop antieuropéen et Hamon pas crédible... », détaille Denise Brossard, une retraitée du 5^e arrondissement de Marseille. « Vous avez compris, il reste Macron », complète son mari, tout en regrettant « les sondages qui poussent à faire des choix sans vraiment savoir s'ils sont bons. »

« Je me suis dit pourquoi pas »

« Le personnage Fillon, je ne l'aime pas », confie Aude Masse, qui vient pourtant... de voter pour lui à Wazemmes, un quartier de Lille. « Ni Mélenchon, ni Le Pen, ni Poutou, ni la prof d'éco » Nathalie Arthaud : ce n'est qu'après avoir éliminé tous ceux dont elle ne voulait pas que cette Lilloise de 43 ans, « plutôt droite sociale », s'est retrouvée avec ce bulletin en main. « Ça me gêne qu'il prône la moralité et se contredise. Mais c'est le programme le plus cohérent pour moi. »

Alors Aude Masse a laissé sa petite fille de 3 ans glisser dans l'urne le bulletin du candidat Les Républicains. Avec son mari, ils lui avaient montré les photographies

« Ça me gêne que Fillon prône la moralité et se contredise. Mais pour moi, c'est le programme le plus cohérent »

AUDE MASSE
électrice à Lille

des candidats en lui demandant lequel avait l'air « le plus honnête ». Victoire n'avait choisi personne.

Dans l'isoloir, Fanny B. a finalement opté pour Macron, « un peu au feeling ». « Je vais vous dire, je me suis décidée il y a vingt minutes ! », dit la cuisinière de 44 ans en tirant sur sa cigarette à la sortie de son bureau de vote, dans le préau de l'école Matabiau, à Toulouse. Son programme ? Elle ne le connaît pas. « Pas eu le temps de regarder avec le boulot », s'excuse-t-elle. Fanny travaille dans une brasserie toulousaine, le smic « à ras les pâquerettes ». Pourquoi Macron ? « Je me suis dit pourquoi pas, un jeune candidat, il a de l'énergie. » Et puis les autres « ne lui plaisaient pas vraiment ». Quoique. Elle a hésité avec Mélenchon. Et reconnaît avoir été tentée par Marine Le Pen.

« Je suis pour la jeunesse »

En cas de (trop) forte incertitude, il reste une technique pour trancher. Sylvain, 44 ans, cogérant d'un café à Melle, a voté littéralement... les yeux fermés. Dans l'isoloir, il avait un bulletin Hamon et un autre Mélenchon. « J'en ai mis

un dans l'enveloppe sans savoir lequel. » De telle sorte que « si Mélenchon échoue de peu, je préfère ne pas savoir que j'ai voté Hamon. »

Dans le quartier populaire du Mas du taureau, à Vaulx-en-Verin (Rhône), Sire, 40 ans, agent d'accueil pour les transports en commun lyonnais, a voté Macron. Mais également au hasard. Incapable de trancher entre ses deux favoris, Mélenchon et Macron, elle a fermé les yeux et mélangé les deux bulletins : « J'avais décidé de voter pour celui qui serait dans ma main droite. » Le candidat d'En Marche ! a été l'heureux gagnant. Ça tombait bien, Sire a alors réalisé

que c'était son préféré. « Je suis pour la jeunesse », dit-elle.

Sire avait dressé sa short-list en fonction du dynamisme des candidats, et pas de leurs programmes. « Les programmes, on ne peut plus s'y fier, estime-t-elle. Ils ne les appliquent jamais et, en plus, ils ont tous quelques bonnes idées, même Le Pen. » A Villeurbanne, dans le quartier Saint-Jean, Stéphanie, 22 ans, assistante de gestion, a fait de même : « plouf plouf » entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

Dans le village de Paizay-le-Tort, François Durandard a eu recours à une autre astuce. Ce professeur d'histoire-géographie au collège ne savait pour quel candidat voter. Il a finalement voté « pour le premier et le deuxième choix de [sa] fille », dont le quinquagénaire avait la procuration. Benoît Hamon et Emmanuel Macron ont ainsi obtenu chacun une voix. ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON
(AVEC SARAH BELOUEZZANE, CAMILLE BORDENET, LOUISE COUVELAIRE, ADRIEN PÉCOUT, GILLES ROF, LUCIE SOULLIER ET JEAN-PIERRE TENOUX)

Fanny B. a opté pour Macron, « un peu au feeling ». Son programme ? « Pas eu le temps de regarder avec le boulot »

Mesdames et Messieurs les députés,
si les portes de la Chambre se ferment,
il vous restera toujours le lit !

PROFITEZ DE NOS
**IMBATTABLES
LITERIE**
Tempur, Teca, Simmons...

EspaceTopper®
A Paris depuis 1926
CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

Paris 15^e • 7j/7 • M^o Boucicaut • P. gratuit • www.topper.fr
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Armoires lits : 60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49
Dressing Celio : 143 rue Saint-Charles, 01 45 79 95 15
Steiner et mobilier : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

2012-2017: le grand chambardement

Les candidats du PS et de LR cumulent à eux deux 26,3% des suffrages, et seulement 20% des électeurs

Au soir du premier tour, le 22 avril 2012, François Hollande, le candidat issu de la primaire organisée par le Parti socialiste, avait viré en tête avec 28,6% des suffrages et près de 10,3 millions de voix. Cinq ans, plus tard, le candidat socialiste, Benoît Hamon, recueille 6,3% des suffrages et rassemble péniblement 2,3 millions de voix. Une perte de 8 millions de voix.

Difficile, toutefois, de faire un strict parallèle entre ces deux résultats puisque, entre-temps, a émergé dans le paysage présidentiel la candidature inattendue d'Emmanuel Macron, portée par le mouvement qu'il a créé un an plus tôt et qui a drainé une partie des cadres et des électeurs socialistes, sans que pour autant il puisse être réduit à une descendance du PS. Pas plus que son score ne pourrait être comparé à celui de François Bayrou en 2012. Considérant que le candidat d'En marche! dépasse les frontières traditionnelles, il ne nous a pas paru possible d'établir une com-

paraison entre les votes recueillis par M. Macron et l'un ou l'autre des candidats de 2012.

Marine Le Pen se succède à elle-même mais, en cinq ans, passe de 17,9% à 21,4% des suffrages et gagne plus de 1,2 million de voix. Elle en totalise, selon les derniers résultats communiqués par le ministère de l'intérieur, près de 7,65 millions. Elle améliore ses scores quasiment partout, hormis à Paris et dans sa petite ceinture, avec des progressions de 8,84 points dans son fief du Pas-de-Calais et de 9,37 points dans l'Aisne. Et elle effectue un bond spectaculaire dans les outre-mer en gagnant 6,14 points en Martinique, 8,31 en Guadeloupe, 13,16 à la Réunion, 13,79 en Guyane et 24,48 à Mayotte.

Le gain de Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon enregistre lui aussi un gain de près de 3 millions de voix. En pourcentage, il progresse partout, profitant notamment de l'effondrement du candidat socialiste. Ses plus forts

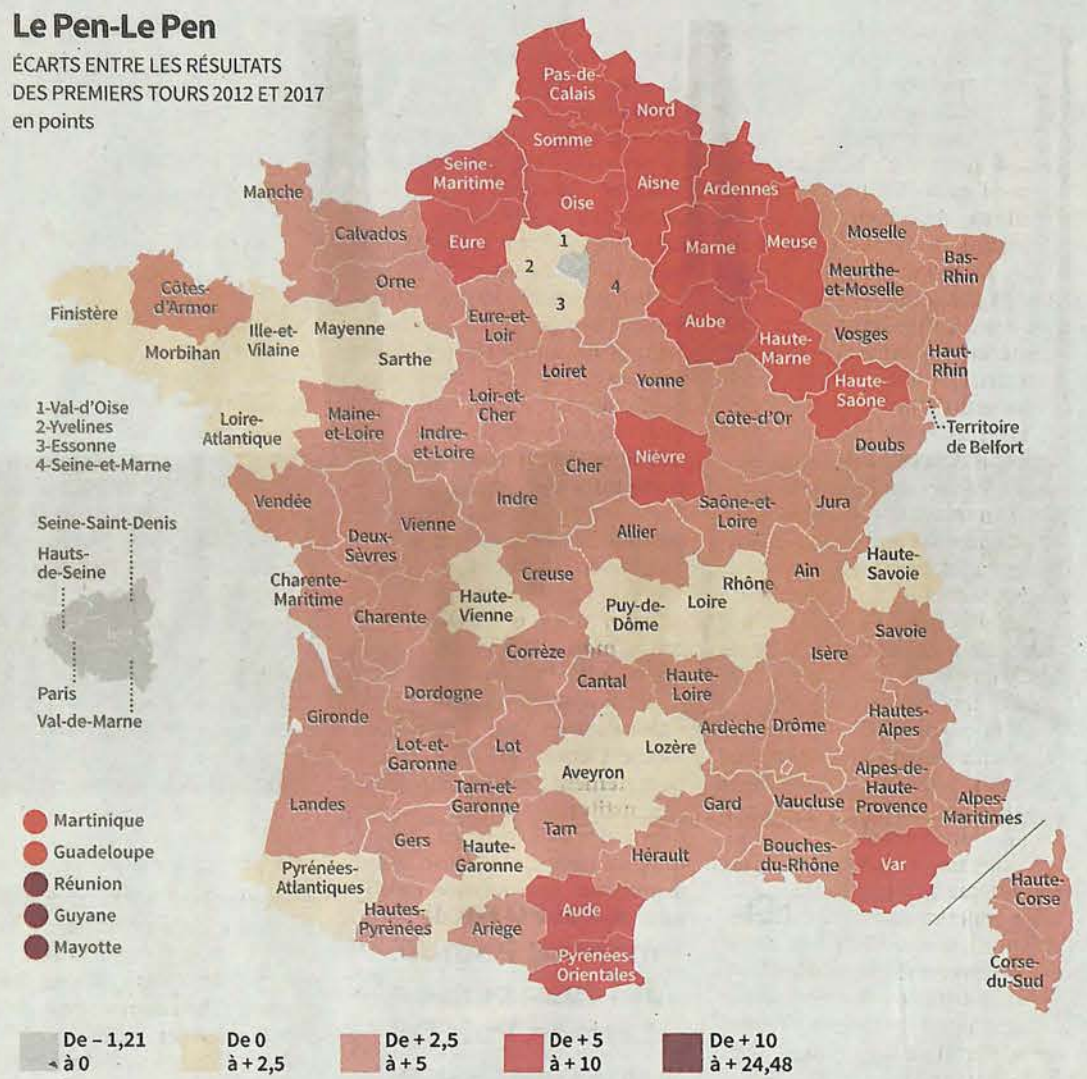
gains se situent en Loire-Atlantique, Haute-Garonne, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Seine-Saint-Denis, ainsi que dans les départements d'outre-mer, Guyane, Réunion, Guadeloupe, Martinique.

En revanche, pour François Fillon, la chute est rude par rapport à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy. Une perte de près de 2,7 millions de voix et un recul en pourcentage de 7,3 points. Le décrochage est quasi général: le seul département où il progresse est son fief de la Sarthe, où il gagne 2,2 points. Il s'écroule littéralement au profit de la candidate du FN dans le Bas-Rhin (-11,6 points), le Var (-9,93 points), les Alpes-Maritimes (-9,81 points) et le Haut-Rhin (-9,56 points). Ainsi qu'à Mayotte et en Guyane, où il essuie des pertes de respectivement 16,1 et 12,54 points. Les candidats des deux grands partis de gouvernement, M. Fillon et M. Hamon, cumulent à eux deux 26,3% des suffrages, à peine 20% des électeurs. ■

PATRICK ROGER

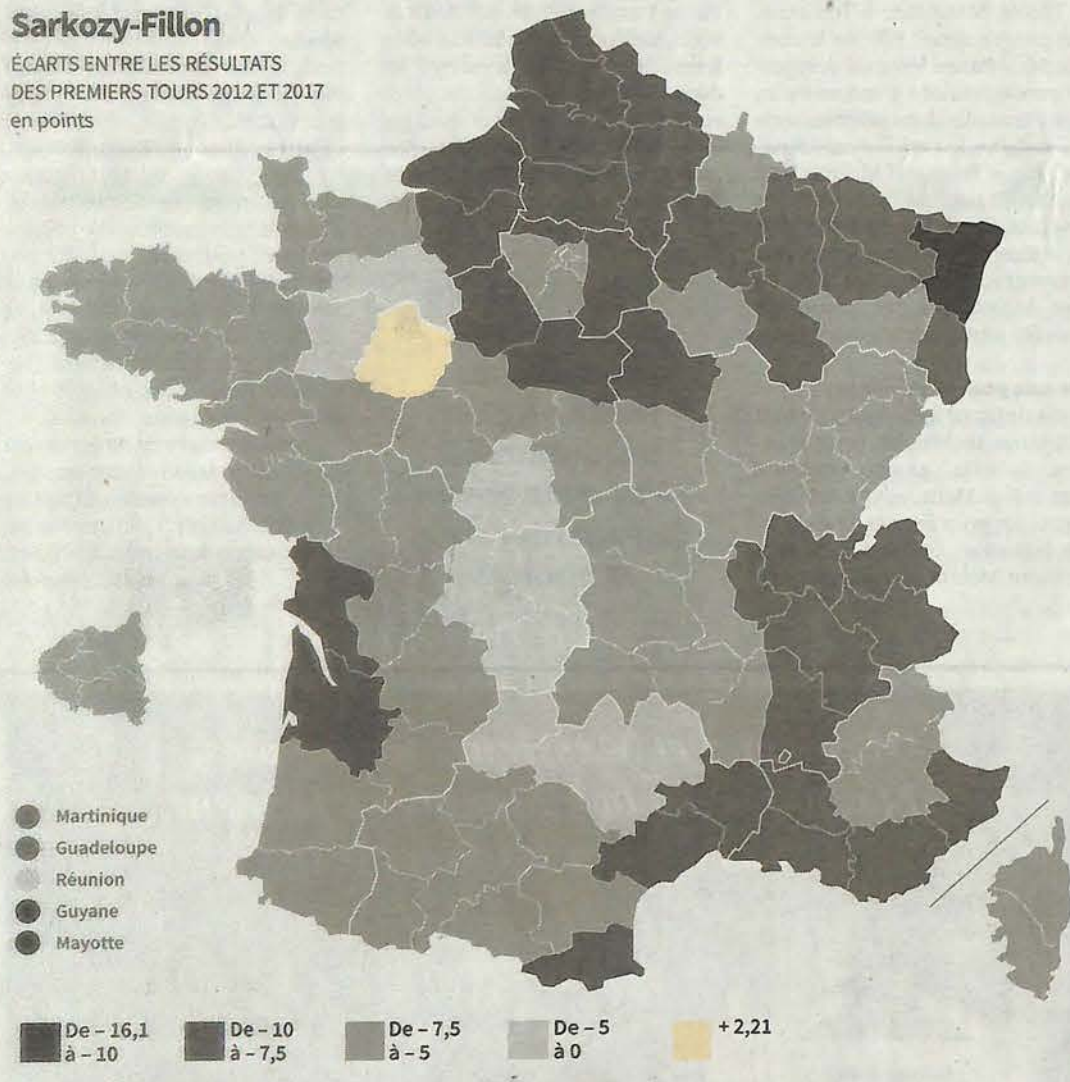
Le Pen-Le Pen

ÉCARTS ENTRE LES RÉSULTATS DES PREMIERS TOURS 2012 ET 2017 en points



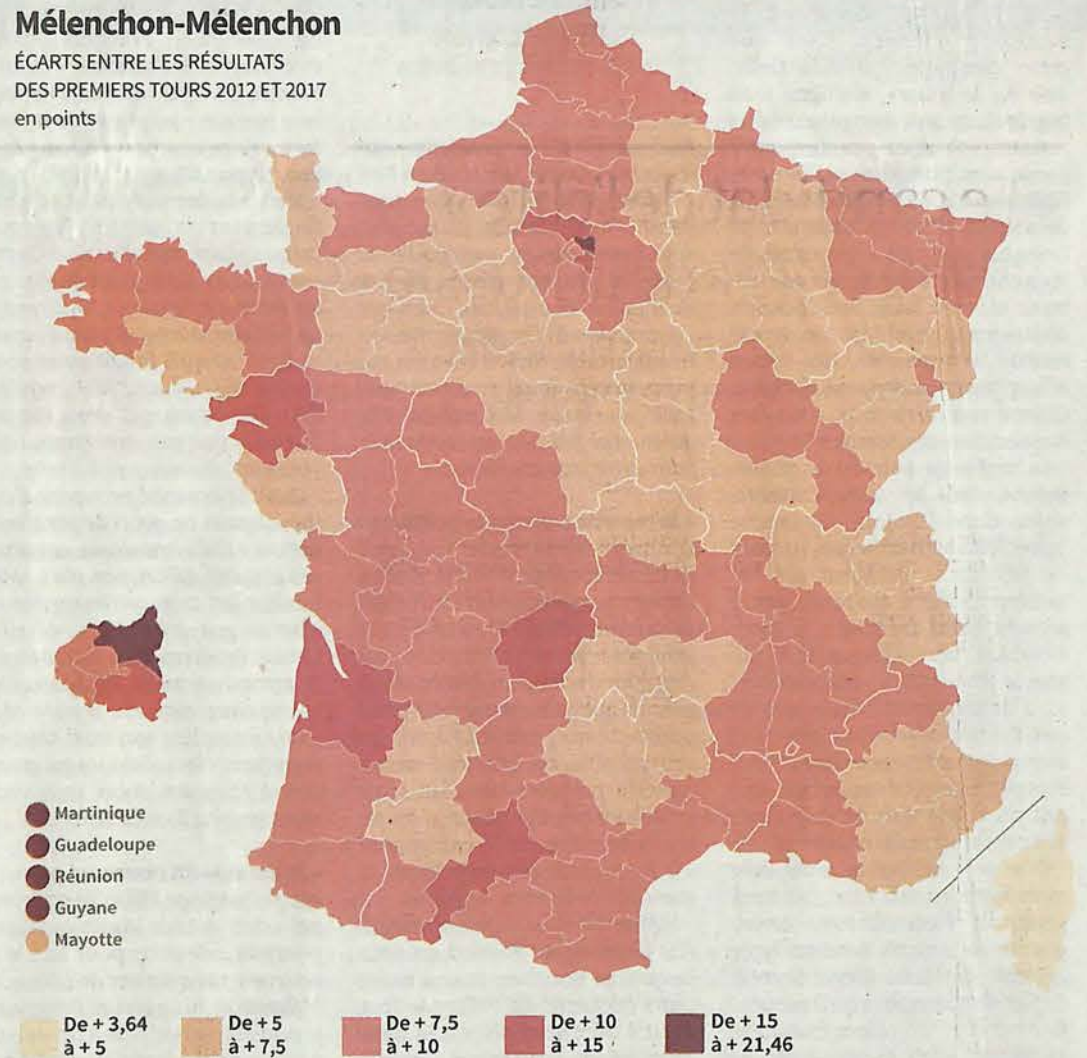
Sarkozy-Fillon

ÉCARTS ENTRE LES RÉSULTATS DES PREMIERS TOURS 2012 ET 2017 en points

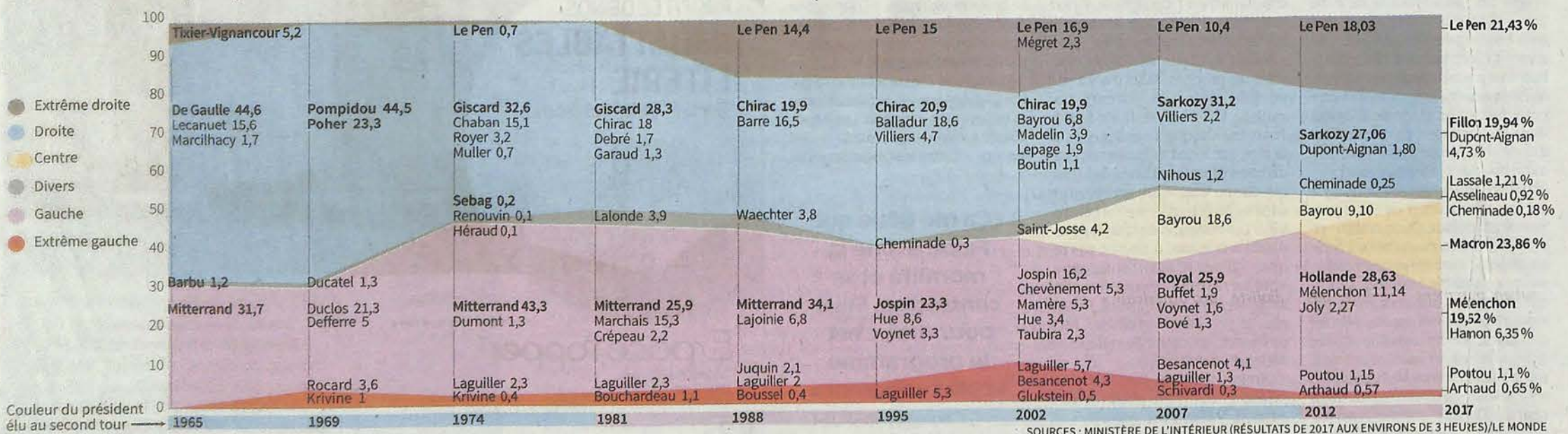


Mélenchon-Mélenchon

ÉCARTS ENTRE LES RÉSULTATS DES PREMIERS TOURS 2012 ET 2017 en points



Evolution des forces politiques, POURCENTAGE DE SUFFRAGES EXPRIMÉS AUX PREMIERS TOURS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DEPUIS 1965



Macron soulage Bruxelles

Les responsables européens se félicitent de l'arrivée en tête d'un europhile

BRUXELLES - bureau européen

Les dirigeants de l'Union européenne ont poussé un énorme ouf de soulagement, dimanche 23 avril au soir, à l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle française. Ils retenaient leur souffle depuis des semaines, conscients des enjeux d'un scrutin aux conséquences potentiellement dévastatrices pour l'UE, en cas de victoire du Front national. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, a aussitôt «félicité» sur Twitter le candidat d'En marche! «pour son résultat du premier tour», lui souhaitant prudemment: «bon courage pour la suite».

«Macron présideeeeeee!» Les militants d'En marche! Belgique ont laissé éclater leur joie à l'annonce des résultats du premier tour. Ils s'étaient donné rendez-vous dans un des nombreux pubs irlandais bordant le siège de la Commission, dans l'est de Bruxelles. Tout un symbole pour les soutiens du seul candidat europhile revendiqué de la campagne.

Les fonctionnaires de la Commission étaient venus en force. «On a trouvé notre Kennedy, c'est la nouvelle frontière pour la France et l'Europe qui va pouvoir commencer!», s'enthousiasme Alain, référent du mouvement dans la commune de Saint-Gilles (sud de Bruxelles). Ils sont nombreux, à Bruxelles, à attendre beaucoup de la France, pour contribuer avec l'Allemagne à la relance d'un pro-

jet européen en crise, gravement fragilisé par le Brexit. José Freitas, un de ses collègues à la Commission, est portugais, mais il est lui aussi aux anges: «C'est fantastique ce qui vient de se passer. Cela va changer la dynamique européenne!» A les en croire, si toute la Commission avait pu voter, elle aurait plébiscité Macron.

«On n'a pas encore gagné, dans les quinze prochains jours, Le Pen va faire une campagne très dure», prévient Pieyre-Alexandre Anglade, le responsable d'En marche! Belgique (1 500 membres revendiqués). Le jeune homme est assistant parlementaire du vice-président du groupe des libéraux au Parlement européen, le Tchèque Pavel Telicka. «Avec Le Pen, ils vont s'affronter sur l'Europe. Macron n'a pas l'Europe honteuse, mais chevillée au corps», insiste-t-il.

«Choix entre le futur et le passé» Même s'ils ont refusé d'en faire ouvertement état, les dirigeants des institutions de l'UE paraient depuis des semaines sur une victoire d'Emmanuel Macron, le seul à proposer une relance de l'UE sans table rase ni bras de fer annoncé avec Berlin. Ils étaient très inquiets des derniers sondages, mais récusait officiellement toute idée d'un plan B, même si le programme de la candidate du FN était, à leurs yeux, le prélude à une implosion du projet européen.

La Commission avait préparé deux formules. En cas de performance retentissante de M^{me} Le Pen, elle comptait appuyer l'idée

Le score de Macron suscite désormais l'espoir d'une relance européenne

que même une victoire du FN au second tour ne menacerait pas l'avenir de l'Union – une conviction qui est loin d'être partagée. L'autre «élément de langage», qui sera répété à l'envi dans deux semaines, si les espoirs de la Commission se concrétisent, c'est qu'une défaite de M^{me} Le Pen au second tour signifie «3 pour l'Europe, 0 pour les populistes». La formule fait allusion à l'échec de Norbert Hofer à la présidentielle autrichienne en 2016 et de Geert Wilders, le dirigeant du Parti pour la liberté, aux législatives néerlandaises, en mars.

Au Parlement européen aussi, le score de M. Macron a été accueilli avec soulagement. «Au deuxième tour, le choix est maintenant entre le futur et le passé, entre un oui ou un non à l'Europe. Tous les démocrates doivent ser- rer les rangs contre le populisme», a déclaré l'allemand Manfred Weber, patron du groupe des conservateurs, premier parti de l'hémicycle européen.

Le score d'Emmanuel Macron suscite désormais l'espoir d'une relance européenne, dont le candidat d'En marche! serait l'un des principaux animateurs avec la (ou

le) futur(e) chancelier(ère) allemand(e): poursuite de l'approfondissement de l'eurozone, à qui il manque encore un pilotage politique et un budget propre; renforcement de l'Europe de la défense... A Bruxelles comme à Berlin, depuis plusieurs mois, il y a une prise de conscience, liée au Brexit et aux victoires des populistes dans les urnes, que le statu quo européen n'est plus tenable.

Les citoyens, en donnant leurs voix à ces partis europhobes, réclament une attention, une protection auxquelles il faut pouvoir répondre. Message reçu à la Commission? Avant le scrutin français, l'entourage de M. Juncker disait déjà ne pas vouloir nier les «questions légitimes» sur les défaillances de l'UE.

Le timing est manifestement calculé: la commissaire au social, la Belge Marianne Thyssen, doit dévoiler, mercredi 26 avril, une proposition de «socle des droits sociaux» – ces dix dernières années, le social fut un des grands oubliés de Bruxelles. Il s'agira d'une liste – non contraignante – d'une vingtaine de mesures que les gouvernements devraient adopter pour réduire les divergences (salariales, de conditions de travail) devenues trop fortes dans l'UE à la suite de la crise financière.

La Commission se prononcera notamment pour un salaire minimum dans chaque Etat membre. Le message sera-t-il reçu par la «France insoumise» et les autres «oubliés de la mondialisation»? ■

CÉCILE DUCOURTIEUX ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

La droite et la gauche allemandes satisfaites

Berlin redoutait un second tour opposant Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon

BERLIN - correspondant

Un immense soulagement. Telle est l'impression qui dominait, à Berlin, dimanche 23 avril, au soir des résultats du premier tour de l'élection présidentielle française. L'Allemagne, qui a suivi de très près la campagne, n'espérait au fond qu'une seule chose: que Marine Le Pen n'affronte pas, au second tour, Jean-Luc Mélenchon. Autrement dit que le duel final n'oppose pas deux candidatsvus l'un et l'autre comme deux adversaires résolus de l'Allemagne en particulier et de l'Union européenne en général. Le score obtenu par Emmanuel Macron, arrivé en tête du premier tour avec de bonnes chances de l'emporter au second, a été accueilli, en Allemagne, avec une joie non dissimulée.

La chancelière, Angela Merkel – qui avait reçu M. Macron, comme Benoît Hamon et François Fillon –, ne s'est pas exprimée dimanche. Mais son porte-parole a pris position: «Il est bon qu'Emmanuel Macron réussisse avec son projet d'une Union européenne et d'une économie sociale de marché fortes. Que tout se passe bien pour les deux prochaines semaines», a ainsi tweeté Steffen Seibert.

Au sein de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de M^{me} Merkel, d'autres n'ont pas hésité à soutenir M. Macron. «Le Pen est plus bas que ce qui était attendu. La fière nation qu'est la France ne doit pas être gouvernée

par une menteuse», s'est ainsi félicité Manfred Weber, président du groupe du Parti populaire européen au Parlement de Strasbourg, sur Twitter, dimanche soir.

Un «formidable président» A gauche, Martin Schulz, le président du Parti social-démocrate (SPD), a ainsi clairement affiché son souhait de voir Marine Le Pen battue le 7 mai: «Je félicite Emmanuel Macron. Maintenant, il faut que tous les démocrates en France s'unissent pour que la nationaliste ne devienne pas présidente», a déclaré l'ancien président du Parlement européen, dimanche soir, sur son compte Twitter.

Ce soutien n'est pas une surprise. Certes, avant le premier tour, M. Schulz avait déclaré qu'il souhaitait la victoire de Benoît Hamon, qu'il avait reçu, le 28 mars, au siège du SPD, à Berlin. Mais, au-delà de ce qui les sépare idéologiquement, ce n'est un mystère pour personne que les relations entre M. Schulz et M^{me} Le Pen sont exécrables.

La présidente du FN estime en effet que ce dernier est directement impliqué dans les poursuites qui la visent au sujet des emplois présumés fictifs de certains de ses proches au Parlement européen. Dimanche soir, Sigmar Gabriel, le ministre des affaires étrangères allemand, qui présidait le SPD il y a encore un mois, a lui aussi déclaré que M. Macron ferait, selon lui, un «formidable président». ■

THOMAS WIEDER

«Le candidat de l'élite» contre celle «de la Russie»

Moscou a soutenu Le Pen et Fillon contre Macron, «mondialiste proaméricain»

MOSCOU - correspondante

Jusqu'à tard dans la soirée, dimanche 23 avril, la chaîne d'information Rossia 24 et plusieurs agences russes ont placé Marine Le Pen en tête du premier tour de l'élection présidentielle française, devant Emmanuel Macron. Avec force bandeaux rouges ou incrustations d'écran, la candidate du Front national l'emportait obstinément, comme si le compteur, en Russie, s'était figé sur «50 % des bulletins dépouillés». Sur quatre finalistes potentiels, trois (Marine Le Pen, François Fillon et Jean-Luc Mélenchon) étaient jugés favorables aux visées du Kremlin. Il n'en reste qu'une.

De dépit, Dmitri Kisselev, présentateur vedette de la grande émission d'actualité du dimanche soir sur Pierviy Kanal, la première chaîne russe, a lancé: «Au cours de la campagne, toute la machine de l'Etat français a fait tout son possible pour compromettre les concurrents de Macron, le successeur de Hollande...» Plus tôt dans la journée, la chaîne de télévision de l'armée, Zvezda, annonçait «Macron et Le Pen en tête» sur la foi d'estimations annoncées depuis la Belgique, avec cet ajout, sans détour et en français dans le texte: #JeVoteMarine.

Cité sur cette même chaîne, le politologue Alexei Moukhine expliquait: «Marine Le Pen a reçu un soutien évident de la Russie, (...) un soutien purement politique, pas technique. En ce qui concerne Macron, c'est l'establishment américain qui le soutient, en partie démocrate.» Une vision binaire partagée. «L'élite», peu importe qu'elle soit française ou américaine, a fait barrage aux yeux de

Moscou. Le sénateur Alexei Pouchkov, parfaitement francophone, résumait ainsi sur Twitter: «L'élite française a tenté d'écarter Fillon de la course (...) et elle y est parvenue.»

Le Kremlin a beau répéter qu'il ne s'immisce pas dans les affaires intérieures des autres pays, Vladimir Poutine avait pourtant clairement fait connaître sa préférence. En faveur de François Fillon, d'abord. Le chef du Kremlin s'était targué devant les caméras, en novembre 2016, d'avoir développé avec l'ex-premier ministre français, décrit comme «un très grand professionnel», «de très bonnes relations personnelles».

Prêt russe de 9 millions

Les affaires ayant quelque peu entaché la campagne de M. Fillon, Vladimir Poutine a pris parti en recevant au Kremlin, le 24 mars, quatre semaines avant le premier tour du scrutin, la candidate du Front national. «Je sais que vous représentez un spectre politique qui croit largement en Europe», avait-il déclaré à son interlocutrice. Marine Le Pen est ainsi la prétendante à l'Élysée la plus connue en Russie, où elle a bénéficié d'un prêt de 9 millions d'euros accordé par une banque russe en 2014.

Pas un mot sur Emmanuel Macron. Pro-européen, le candidat d'En marche! est perçu comme un obstacle au «monde multipolaire» que le Kremlin voudrait imposer. Dépeint comme un «mondialiste pro-américain» et le «chouchou des médias», le voici désormais présenté comme le successeur de François Hollande avec lequel les relations se sont dégradées, notamment sur le dossier syrien. ■

ISABELLE MANDRAUD

FOIRE DE PARIS
JEUDI 27 AVRIL AU LUNDI 8 MAI
PARIS EXPO PORTE DE VERSAILLES

LE PLUS GRAND SALON D'EUROPE POUR LA MAISON

Rénover, aménager, décorer ou juste l'envie de changer de canapé ou de découvrir les dernières innovations électroménager... tous les projets se concrétisent (et bien d'autres) sur Foire de Paris! Et pour ceux qui veulent simplement se régaler et passer un bon moment, vous aurez toujours une bonne raison de venir sur Foire de Paris pour dénicher la pépite que vous ne trouverez nulle part ailleurs parmi 3500 marques...

Près de 110 professionnels de la cuisine, électroménager et salle de bains: Cuisine Plus, Moulinex, Bosch, KitchenAid, Miele, Magimix, Smeg... Pavillon 7.2

Décoration et aménagement pour tous les goûts et tous les budgets: BoConcept, Cuir Center, Espace Loggia, Duvivier, Roche Bobois, Calligaris... Pavillons 3 et 7.1

Toutes les solutions à vos projets construction et rénovation: économie d'énergie, gain de place, portes et fenêtres, matériaux... Pavillon 1

Le Village Déco: Vente d'objets déco tendances et design, un café déco, des talks, des ateliers, des conseils gratuits d'architectes, une expérience en mapping 3D. Pavillon 3

Plus de 30 experts piscines, vérandas et une sélection de mobiliers de jardin et de planchas: Akena Vérandas, Abrusid, Barbecue & Co, Husqvarna... Pavillon 1

Un secteur Image et Son pour découvrir les dernières innovations et équiper votre habitat: Bang & Olufsen, Bose, Kinetti, Loewe, Philips, Samsung, Sonos, Sony... Pavillon 7.2

COMEXPOSIUM BILLET EN VENTE SUR FOIREDEPARIS.FR
Et dans les magasins FNAC, Carrefour Système U, Géant, Intermarché, Auchan, E. Leclerc, Cultura, Carrefour et sur fnac.com, carrefour.fr, bancaparis.com, leclerc.com et digitik.com



Ce «42 avril» qui percute le «système»

Si elle ne surprend plus, la qualification du FN au second tour, ajoutée à l'émergence d'Emmanuel Macron, crée une situation politique inédite

Comme il paraît loin, le 21 avril 2002! Les cris et les pleurs des militants socialistes, à l'annonce du score de Jean-Marie Le Pen; les décisions théâtrales et irrémédiables, comme le retrait de la vie politique de Lionel Jospin après son élimination du second tour; ce «coup de tonnerre», avait dit dramatiquement le candidat socialiste – l'expression était devenue virale. Dimanche 23 avril 2017, Marine Le Pen a réuni près de trois millions de voix de plus que son père en valeur absolue, au premier tour, quinze ans plus tôt: 7,7 millions (contre 4,8 millions), le record historique des voix du parti d'extrême droite. Un nouveau coup porté au fameux «plafond de verre».

«On va avoir un beau dimanche», prédisait Martine Aubry le matin du 21 avril 2002. Cette fois, pas de surprise. Les sondages annonçant de façon répétée la présence de Marine Le Pen au second tour ont préparé l'opinion française à ce nouveau séisme. Aucun émoi sur les plateaux de télévision devant l'apparition du visage de la candidate du Front national. Comme si électeurs, politiques et médias avaient anticipé la qualification pour le second tour de Mme Le Pen, parfaitement calculée par les sondeurs. La seconde place, plutôt que la première, était presque une bonne surprise.

Aucune manifestation spontanée, dimanche 23 avril, dans les rues des grandes villes françaises. Seules quelque 300 personnes, entre 20 h 30 et 23 heures, ont défilé entre les places de la Bastille et de la République, à Paris. Mais les mots d'ordre y étaient bien différents de ceux qui emmenaient les manifestants dans une énorme manifestation, le 1^{er} mai 2002: plus de 400 000 personnes à Paris, entre un et deux millions en France, avaient alors défilé contre Jean-Marie Le Pen. Cette fois, les «antifas» (antifascistes) font le coup de poing contre la police en hurlant «La rue, la rue, c'est notre projet!» ou «Ni Marine ni Macron!». Au sol, un drôle de drapeau où une couronne d'étoiles européennes encercle une croix gammée.

«Dépatouillez-vous»

Quelques minutes après 20 heures, un nouveau hashtag a fleuri sur Twitter: #sansmoie7mai. La nuit des barricades du 23 avril se transforme en appel au boycott du second tour. Un mot d'ordre qui convient à beaucoup d'«insoumis», dont les premiers sondages assurent qu'un électeur sur deux demande à Jean-Luc Mélenchon de ne pas trancher entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. «Ils ont voulu Macron? Maintenant, qu'ils se débrouillent», lit-on ça et là sur les réseaux sociaux. «Dépatouillez-vous.»

L'ex-frondeur et candidat du PS, Benoît Hamon, n'a pas trainé ou louvoyé: «J'appelle à battre le FN en votant pour Emmanuel Macron même si celui-ci n'appartient pas à la gauche.» «Jamais», titre aussi L'Humanité lundi 24 avril sur le portrait de Marine Le Pen, après que les alliés de M. Mélenchon, Pierre Laurent (PCF) et Clémentine Autain (Ensemble), ont appelé à voter pour le candidat d'En marche! Le leader des «insoumis», lui, est apparu très tard, ce 23 avril, avec son air des mauvais jours. Une phrase sibylline lui suffit: «Chacun et chacune d'entre vous sait quel est en conscience son devoir.» Il attendra de connaître le choix de ses militants sur une plate-forme participative. «Si Jean-Luc Mélenchon a besoin d'un vote interne pour savoir qui choisir entre Le Pen et Macron alors il a perdu le sens de la République!», s'inquiète publiquement le président de la Licra, Alain Jakubowicz.

Comme il paraît loin, décidément, le 21 avril 2002! Après la défaite du candidat du PS, Jean-Luc Mélenchon maugréant avec ses amis de la Gauche socialiste contre «les abstentionnistes et les fines bouches» qui le condamnaient «à voter en se bouchant le nez» (c'était son expression), mais avait appelé à «bloquer Le Pen» le 5 mai 2002. «Quelle conscience de gauche peut accepter de compter sur le voisin pour sauvegarder l'essentiel parce que l'effort lui paraît indigne de soi? Ne pas faire son devoir républicain en raison de la nausée que nous donne le moyen d'action, c'est prendre un risque collectif sans commune mesure avec l'inconvénient individuel», avait-il écrit à l'époque dans une tribune pour Le Monde. Les archives montrent ce sénateur du Parti socialiste pendant vingt-quatre ans et ex-ministre de l'enseignement supérieur de Lionel Jospin en tête d'un premier défilé contre le FN, le 27 avril, sous un chapeau noir à la Mitterrand.

«Surtout pas ça!»

En 2017, à gauche comme à droite, le front républicain se fissure par endroits. «Surtout pas ça!», crient des militants lorsque François Fillon appelle à voter Emmanuel Macron pour faire barrage à Marine Le Pen, parce que «l'extrémisme ne peut qu'apporter malheur et division à la France». Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Baroin lui emboîtent le pas. A 22 h 30, le QG du candidat LR s'est déjà vidé, comme s'il fallait vite tirer un trait sur le candidat et sa désastreuse campagne. Mais les troupes ne suivent pas aussi facilement.

Dans certaines régions, des élus rechignent à suivre le mot d'ordre de leur candidat. Eric Ciotti (Alpes-Maritimes) pronostique une victoire d'Emmanuel Macron, mais sans appeler à voter pour lui. Ancien ministre de la défense de Jacques Chirac, Charles Millon,

qui avait rejoint l'équipe de François Fillon, renvoie dans un communiqué les deux candidats dos à dos: «Ni le vote Macron ni le vote Le Pen ne sont la solution.» Coordinatrice de la campagne de François Fillon dans le Nord, Françoise Hostalier explique qu'«à titre personnel, sans engager le parti», elle veut «faire battre Macron». L'ancienne députée proche de Jean-Louis Borloo et chargée des droits de l'Homme à l'UMP explique qu'elle votera Marine Le Pen le 7 mai: «Le but, c'est de gagner pour avoir un premier ministre LR. Une cohabitation Le Pen avec Baroin, ça va le faire.» L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy Christine Boutin n'est pas en reste: «Je ne peux pas dire que Marine Le Pen ce soit ma tasse de thé, mais Emmanuel Macron, jamais!»

Invitée régulière des plateaux télévisés et proche des combats de Sens commun, ce mouvement catholique né en 2013 dans le sillage des manifestations contre le mariage homosexuel, Eugénie Bastié regrette la «sommation généralisée» à choisir Emmanuel Macron et le jeu sur «l'émotion» qui s'installe. «Jean-Luc Mélenchon a eu raison de ne pas céder à ce chantage», explique la jeune journaliste du FigaroVox dimanche soir sur le plateau de France 2. Le directeur des rédactions du Figaro, Alexis Brézet, condamne et refuse «le projet économique insensé» de Marine Le Pen mais s'agace du «piège politique» dans lequel le front républicain voudrait enfermer les électeurs de droite.

«Double 21 avril»

«Sans hésitation je vote et j'appelle à voter Emmanuel Macron», tweete en revanche le député de la Marne Benoît Apparu, qui avait quitté son poste de porte-parole de François Fillon après la révélation des «affaires». Il n'est pas dupe. Son ralliement est aussi une manière de coller à l'Histoire. «En six mois, deux présidents de la République et trois premiers ministres éliminés, dont les deux sortants, un double 21 avril, les deux partis qui gouvernent depuis cent ans hors jeu.» Un «42 avril», avait prédit le directeur général adjoint de l'IFOP, Frédéric Dabi, c'est-à-dire un «double 21 avril» pour Les Républicains et les socialistes.

L'expression s'est répandue dimanche soir sur les plateaux de télévision. Quelle bonne formule, en effet, pour résumer ces ruptures avec toutes les traditions politiques de la V^e République! A droite comme à gauche, les premiers avaient désigné deux outsiders: François Fillon et Benoît Hamon. Ils n'ont pas assouvi la soif de renouveau des électeurs. Les deux partis de gouvernement qui se disputent le pouvoir depuis trente-six ans ont vu leurs candidats éliminés. Plus de PS, plus de LR au second tour. A nouveau, en revan-

JARDINS

« DE LA CHLOROPHYLLE POUR L'ESPRIT ! »
LE POINT

« LE VISITEUR VA DE MERVEILLE EN MERVEILLE »
LE MONDE

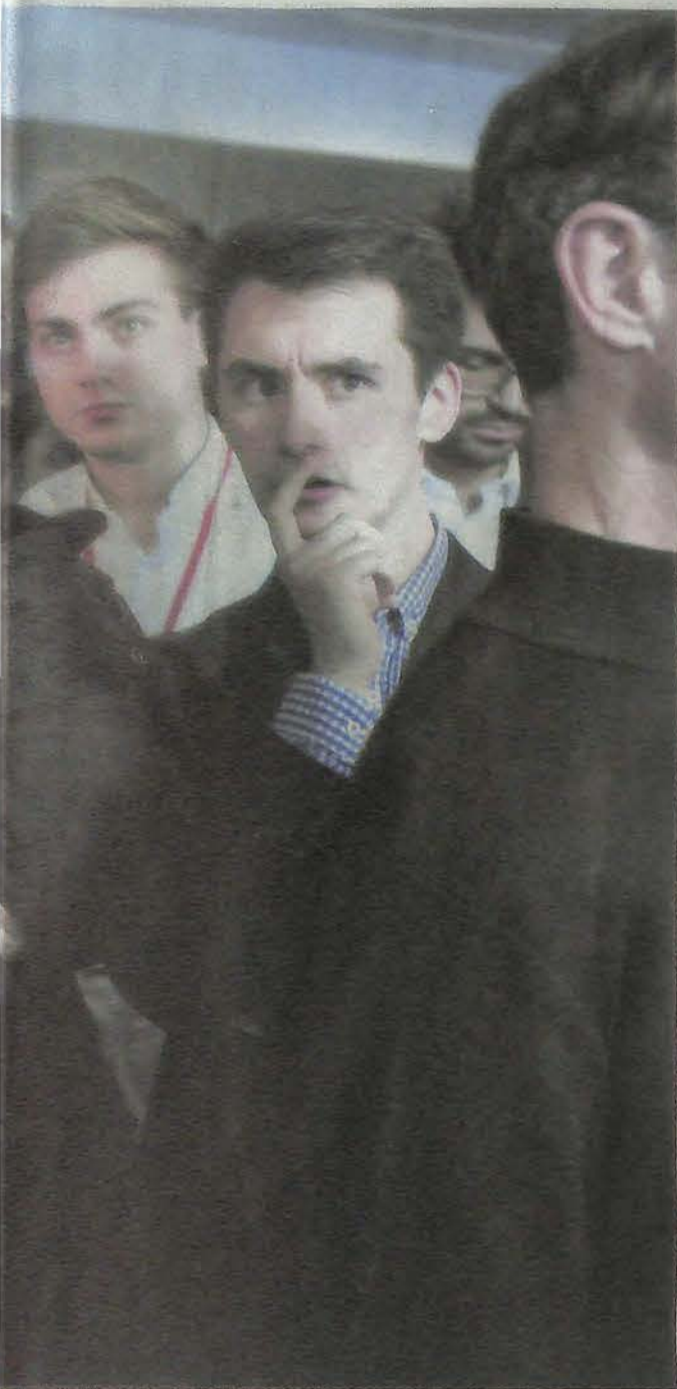
Jardins
15 mars > 24 juillet
GRAND PALAIS

Van Cleef & Arpels

arte

design cabinet
coppesman & virgile langin

Kelvin Knapton, The Wallace Collection, Londres (1919), 1909
Aubuche, Vienna, The Kunsthistorisches Museum, Vienne



Des soutiens de François Fillon (à gauche) expriment leur déception, dimanche, au QG de campagne de LR, à Paris.

OLIVIER LABAN
MATTEI/MYOP
POUR « LE MONDE »



Au QG de campagne de Benoît Hamon, à Paris, dimanche (ci-dessus et ci-contre).

IVAN GUILBERT/COSMOS
POUR « LE MONDE »



che, le Front national, « le parti d'opposition à droite », selon plusieurs figures de la droite défaits au premier tour.

Nouvelle géographie électorale

Ce « 42 avril », c'est aussi une nouvelle géographie électorale. Quatre forces politiques principales mais aussi le divorce de deux France, que sont venus illustrer mille cartes et graphiques en couleur, projetés dimanche 23 avril à la télévision : campagnes et grandes agglomérations, européistes et eurosceptiques, « inclus » et « exclus », gagnants et perdants de la mondialisation, électeurs inquiets de la menace terroriste et de l'immigration et citoyens soucieux de relancer l'économie, optimistes et pessimistes, diplômés ou non...

Le « 42 avril », c'est enfin la victoire d'un candidat sans aucun mandat électif et sans parti séculaire auquel s'adosser. Le signe de la fin définitive d'une époque, l'irruption d'un scénario que beaucoup disaient impossible et que personne n'avait vu venir un an plus tôt, à commencer par le fameux « système », cet ennemi aux contours flous qui a hanté la campagne. On prend (presque) les mêmes et on recommence, c'était le titre du livre du journaliste Jean-Michel Aphatie paru en novembre 2016 (Flammarion), juste avant la primaire de la droite. La France se préparait sans aller au remake du duel qui avait vu s'affronter Nicolas Sarkozy et François Hollande cinq ans plus tôt. L'échec du Front national à emporter l'un de ses deux fiefs (Nord ou PACA), lors des régionales de 2014, avait endormi les deux grands partis de gouvernement.

Quant à Emmanuel Macron... Il était au mieux un fantôme, au pire un mirage. Juste « la coqueluche du Tout-Paris », pouffait alors Benoît Hamon. « On fondera un parti à la manière du Cérés [courant du PS cofondé par Jean-Pierre Chevènement en 1966] d'autrefois, comme une tendance du PS, puis on por-

tera la candidature de Macron à la présidentielle... », s'enthousiasmait devant nous Henry Hermand, financier et mentor de Macron, en novembre 2015, un an avant de mourir. Il était alors l'un des rares à y croire : impossible que cet ovni politique de 39 ans, sans attache locale, puisse fonder une formation suffisamment rodée pour l'emmener aux portes du pouvoir en moins d'un an, répondaient les connaisseurs.

Macron, « sans avenir »

« Je serais désolé si Emmanuel Macron voulait s'échapper pour mener je ne sais quelle aventure personnelle, explique alors François Hollande aux journalistes du Monde Gérard Davet et Fabrice Lhomme. Non parce que ce serait une déloyauté, mais parce que ce serait sans avenir. Donc, ce serait un gâchis. Je n'ai pas envie de gâcher des talents, il n'y en a pas de si nombreux », argumente le chef de l'Etat dans « Un président ne devrait pas dire ça... » (Stock, 2016). Et encore : « Les nouvelles planètes, elles mettent du temps à trouver leur place dans le système solaire politique. »

« Mendès France, Rocard et Bayrou ont échoué, mais il faut être capable de saisir l'occasion qui se présente, se prenait au contraire à rêver l'ancien banquier Jean Peyrelevade. Si Marine Le Pen arrive au second tour, le nouveau président de la République, qu'il soit de droite ou de gauche, devra « ouvrir ». Emmanuel pourrait alors devenir l'une des personnalités de la recomposition. » A contexte historique hors normes, dispositif exceptionnel ? Pas pour Hollande. « Le système est très vorace, il le broierait. Le système politique français a ses libertés, il cherche aussi des figures nouvelles, il y a des surprises qui peuvent se produire, mais dans une élection présidentielle, le jeu est très très fermé (...) Il faut bien venir aux partis pour en avoir le soutien », argumentait le manœuvrier du PS. Le bon vieux « système » tiendrait bon face à un outsider.

Quand la candidature de l'ancien ministre

de l'économie a commencé à s'installer dans les sondages, les sceptiques ont commencé par expliquer qu'il s'agissait d'un jeu de loupe médiatique. « Un matraquage publicitaire massif », un « effet de simple exposition », martelait notamment Thomas Guénolé, « politologue » plus présent dans les médias que dans les cercles de la recherche. Créateur avec son épouse Katerina Ryzhakova du cabinet de conseil Vox Politica, en octobre 2014, M. Guénolé avait pour ambition de devenir le prophète qui devinerait avant tout le monde que Macron allait dégringoler. On le croyait : n'était-il pas l'auteur d'une thèse sur... « Les centres en France » ?

« AVOIR CONSTRUIT, EN DEUX ANS, UN MOUVEMENT AUSSI CONSÉQUENT, ÇA M'INTRIGUE. EN MARCHÉ ! N'EST PROBABLEMENT PAS UNE BULLE »

BENOIST APPARU
député LR de la Marne

En « décalage » avec le pays

M. Guénolé consultait un meilleur indicateur que les sondages. Comme Filteris, cette entreprise canadienne mesurant les « perceptions, avis et opinions » exprimés sur les réseaux sociaux et qui durant la campagne a fait les délices des fillonistes, il existait un moyen infallible de cerner les chances d'En marche ! : le buzz numérique. « D'un côté, on mesure les « parts de voix » du candidat dans les médias mainstream, c'est-à-dire le taux d'articles qui citent son nom dans le titre. De l'autre, ses parts de voix sur les grands réseaux sociaux, c'est-à-dire le taux de contenus émis par les gens au sujet du candidat, expliquait chez « Polonium » de Natacha Polony, dans FigaroVox ou ailleurs, Thomas Guénolé. Le taux de Macron dans les médias est significativement supérieur au taux sur les réseaux sociaux, c'est donc une bulle médiatique. »

Bulle, le mot fait mouche. Bulle, comme cette « bulle de savon dans laquelle est enfermé Emmanuel Macron », en « décalage » avec le pays, soupire le 23 septembre 2016 François Kalfon, alors directeur de campagne d'Arnaud Montebourg. Bulle, en écho aux bulles financières et spéculatives de la crise asiatique de 1997-1998 ou du krach d'Internet en 2000. Bulle, comme « bulle médiatique »,

expression apparue en juillet 2004, lors de l'« affaire » du RER D. Un emballement politico-journalistique sans précédent autour d'une jeune femme, Marie-Léonie, qui avait inventé de toute pièce des agresseurs d'origine maghrébine lui ayant dérobé son portefeuille après lui avoir tailladé le visage et dessiné sur le ventre des croix gammées. La « bulle » avait éclaté quatre jours plus tard, lorsque la « victime » avait avoué son mensonge.

« En l'espace de deux ans, avoir construit un mouvement d'opinion et de masse aussi conséquent, ça m'intrigue. Ce n'est pas probablement pas une bulle », s'interroge le 22 décembre 2016 Benoist Apparu. Il est bien seul. Malgré les meetings pleins à craquer et le succès des comités En marche ! dans toute la France, Macron était forcément gonflé à l'hélium et l'engouement aussi passager qu'artificiel. « Une bulle, ça flotte, ça tourne en rond et puis ça finit par éclater. Ainsi en est-il du candidat né de la débâcle socialiste », expliquait encore le 17 février l'ex-député du Nord Christian Vanneste.

Le « chouchou des médias »

Un néologisme fait son apparition : la « macronite ». C'est l'autre mal de la presse et le titre de la chronique du directeur de la rédaction de France Inter, Jean-Marc Four, le 18 novembre 2016 : « La bienveillance dont bénéficie Emmanuel Macron [dans les médias] pourrait se transformer en cadeau empoisonné... Tant cette bénédiction est, aux yeux d'une grande partie du corps électoral, non pas un vertueux sésame, mais un défaut rédhitoire », entend-t-on sur la radio de service public. « Macron est-il le candidat des médias ? » interroge aussi l'émission « Polonium ». Il devient de bon ton de se moquer du « chouchou des médias ». « André, j'ai beaucoup aimé le tweet [que vous avez fait sur Emmanuel Macron] sur le candidat « transgenre » qui s'est fait recoudre l'hymen pour redevenir vierge et avoir une chance d'épouser la France », félicite Natacha Polony devant son invité André Bercoff, trublion des plateaux et premier trumpiste français.

Emmanuel Macron qualifié, les méfiances n'ont pas disparu. Après l'élection de Donald Trump et le Brexit au Royaume-Uni, Marine Le Pen veut rejouer l'affrontement gagnant « élite » contre « peuple ». Les formules sont déjà rodées : « Banquier de Rothschild », « candidat du CAC 40 », « mondialiste », « Emmanuel Hollande », « On va pas voter Medef ! » ont fleuri sur les réseaux sociaux. « Les médiocrates et les oligarques jubilent », a lancé Jean-Luc Mélenchon en remâchant sa défaite. « Macron, c'est l'anti-France », a même osé dimanche soir sur LCP l'économiste du FN Bernard Monot.

L'Europe est aussi entrée dans la danse – en défense. De nombreux responsables de l'UE se sont réjouis à l'issue du premier tour de la place de favori du leader d'En marche ! « Patriote et Européen, je ferai confiance le 7 mai à Emmanuel Macron. La France doit rester européenne ! » a tweeté dimanche soir l'ancien ministre RPR Michel Barnier, aujourd'hui négociateur du Brexit pour l'Europe. « Bonne chance pour les deux prochaines semaines », a souhaité le porte-parole d'Angela Merkel.

Chacun a deviné qu'Emmanuel Macron, s'il emporte l'élection, n'affichera pas le score écrasant de 80 % face à Marine Le Pen. « Marine Le Pen est en position de challenger, mais c'est jouable », a lâché lundi 24 avril le plus proche conseiller de la candidate d'extrême droite, Florian Philippot. « Ce n'est pas 2002. Ne comptez pas sur une victoire de Macron. Beaucoup d'électeurs de Mélenchon s'abstiendront, d'autres voteront Le Pen. Les électeurs de Fillon et de Hamon n'emboîteront pas tous le pas de Macron. La droite de Fillon et l'extrême gauche peuvent aller chez Le Pen », s'inquiète Roger Cohen, l'éditorialiste star du New York Times. Comme si, dans ce mauvais air du temps et sur les décombres d'une V^e vacillante, ce « 42 avril » 2017 pouvait engendrer tous les monstres. ■

RAPHAËLLE BACQUÉ
ET ARIANE CHEMIN

3

8

1

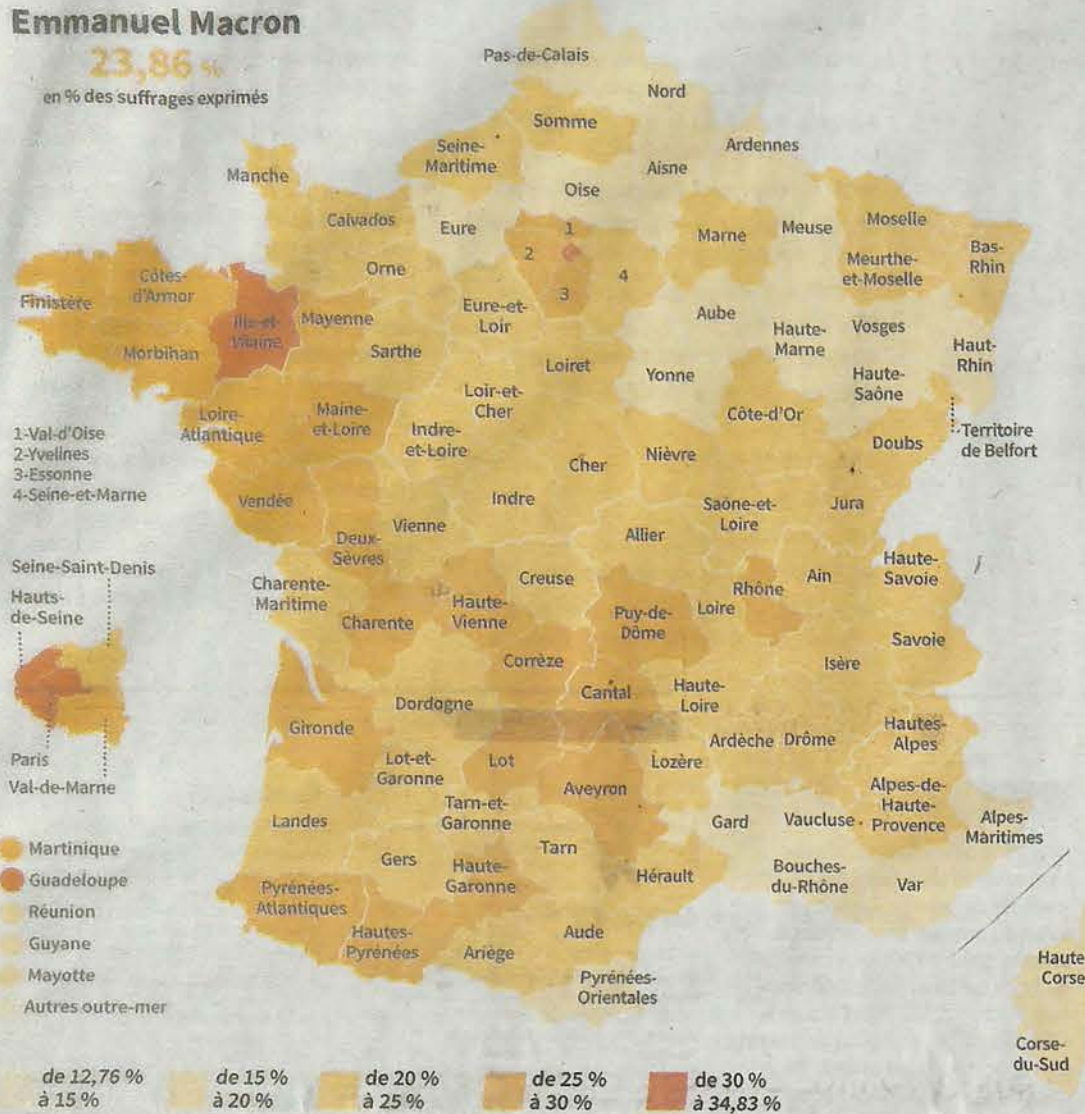
RÉSULTATS

PRÉSIDENTIELLE 2017 - PREMIER TOUR

Emmanuel Macron

23,86 %

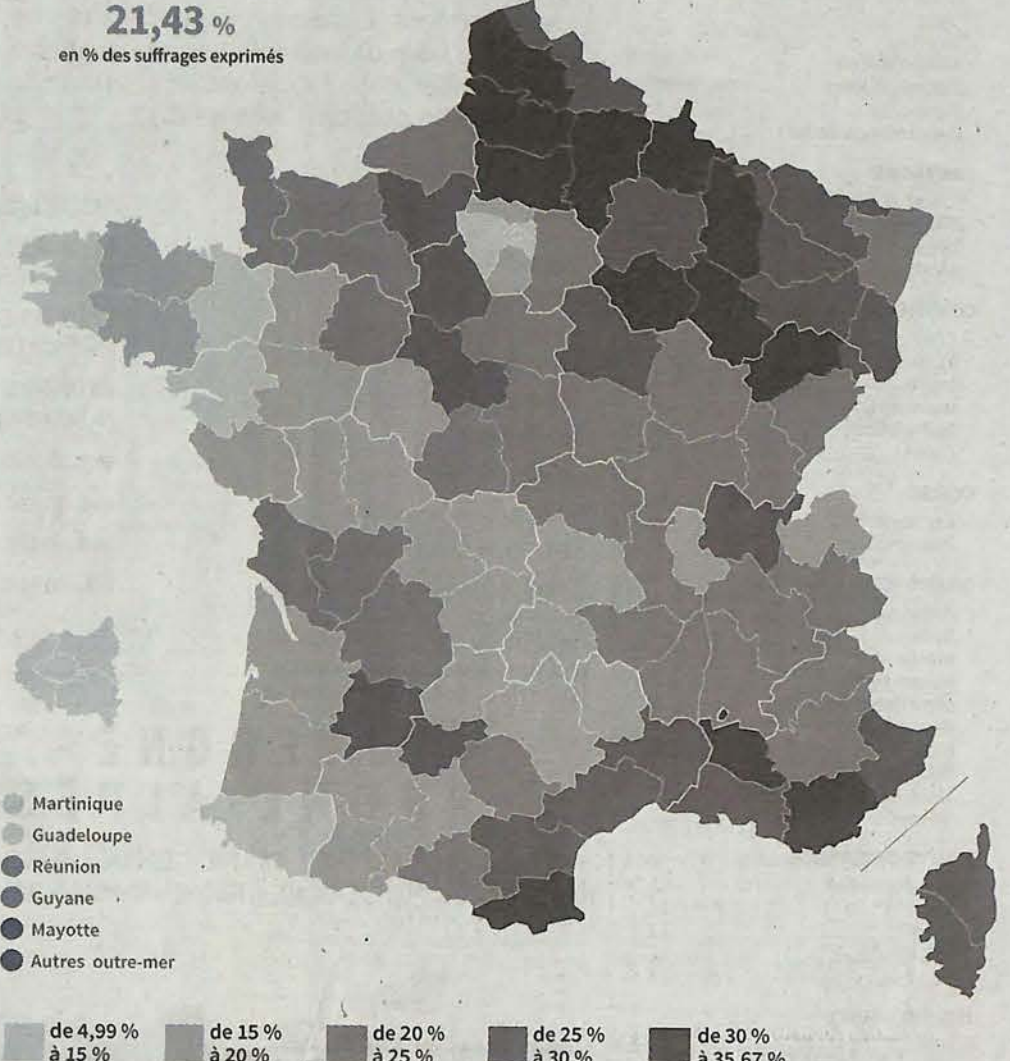
en % des suffrages exprimés



Marine Le Pen

21,43 %

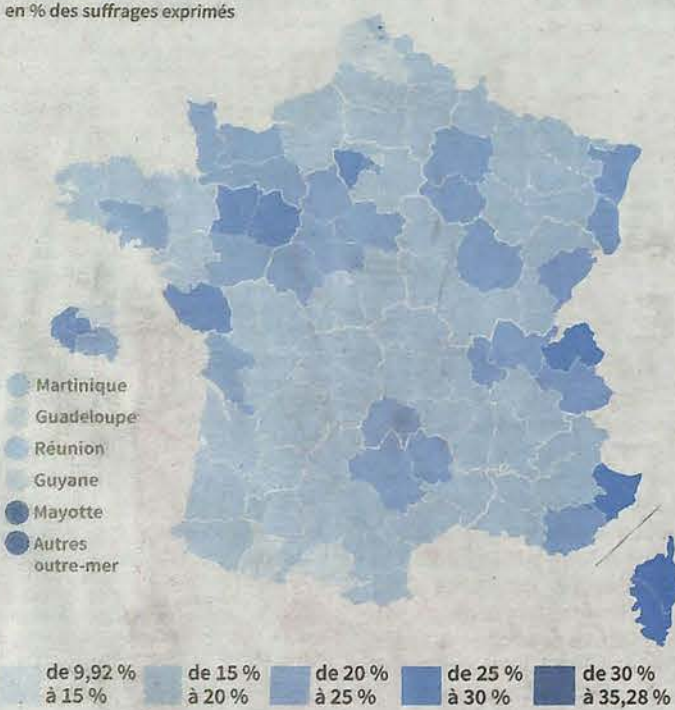
en % des suffrages exprimés



François Fillon

19,94 %

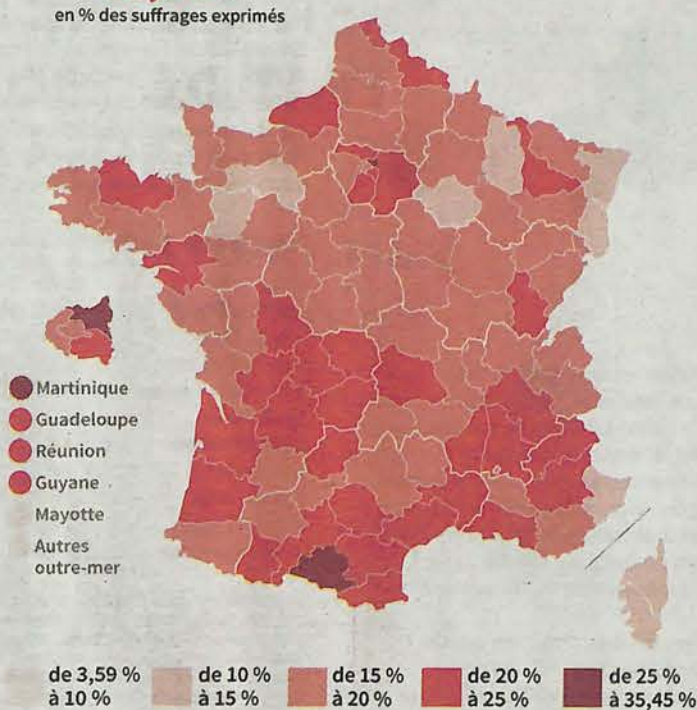
en % des suffrages exprimés



Jean-Luc Mélenchon

19,62 %

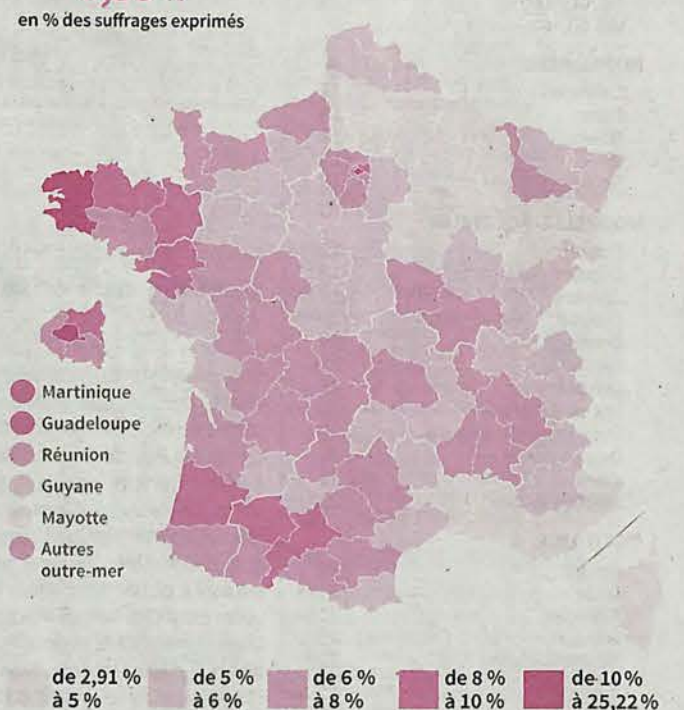
en % des suffrages exprimés



Benoît Hamon

6,35 %

en % des suffrages exprimés



Le premier tour a mobilisé près de 4 électeurs sur 5

Le nombre de bulletins blancs ou nuls a été particulièrement élevé en outre-mer

Si les instituts de sondages, dans les derniers jours de campagne, ont vu globalement juste dans les intentions de vote accordées aux principaux candidats, ils ont pourtant fortement sous-estimé la participation.

Les dernières enquêtes d'opinion publiées avant la clôture de la campagne officielle donnaient encore une abstention de l'ordre de 27 %-28 %. Elle aura en définitive été inférieure à 22 % (21,77 % selon les derniers résultats communiqués par le ministère de l'in-

térieur calculés sur la base de 97 % des inscrits).

Ainsi, le taux d'abstention, légèrement supérieur à celui de 2012 (20,52 %), est à peu près équivalent à celui de 1995 (21,62 %) et, en tout cas, très nettement inférieur à celui de 2002 (28,40 %), l'élection présidentielle de 2007 ayant quant à elle suscité un engouement exceptionnel (16,23 % d'abstention).

Hormis les outre-mer, où celle-ci est traditionnellement plus élevée, c'est en Haute-Corse (32,75 %), en Corse-du-Sud (31,03 %) et en

Seine-Saint-Denis (27,50 %) que l'abstention est la plus forte. À l'inverse, les départements qui se sont le plus mobilisés pour voter sont les Côtes-d'Armor (15,71 % d'abstention), le Gers (15,89 %) et l'Ille-et-Vilaine (15,99 %).

Le pourcentage de bulletins blancs ou nuls (1,78 % des votants) se situe lui aussi dans une moyenne relativement basse par rapport aux précédents scrutins. Il est même inférieur à celui du premier tour de 2012 (1,92 %). À noter, cependant, le nombre particulièrement élevé de bulletins blancs ou nuls en Guyane, où ce pourcentage atteint 15,95 % des

votants; il n'était que de 4,48 % en 2012. C'est là, sans aucun doute, une des conséquences du mouvement qui a embrasé le département pendant plus d'un mois. Une forme de colère vis-à-vis de la métropole qui s'exprime aussi en Martinique et en Guadeloupe, avec respectivement 11,68 % et 11,18 % de bulletins blancs ou nuls.

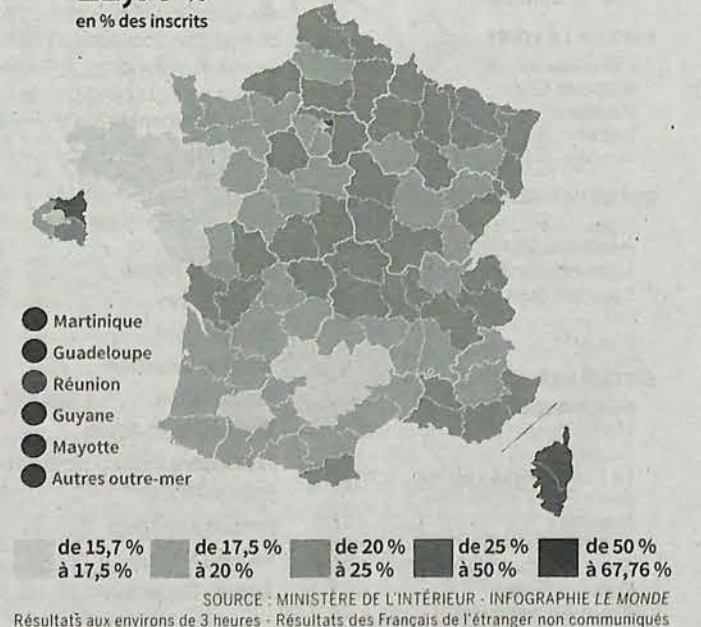
En partenariat avec



Abstention

21,77 %

en % des inscrits



SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR - INFOGRAPHIE LE MONDE
Résultats aux environs de 3 heures - Résultats des Français de l'étranger non communiqués